LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

« Quiconque a semé des privilèges doit recueillir des révolutions. »

Claude Tillier

N° 1619

ISSN 0026-9433

du 20 au 26 janvier 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Malgré la répression

la révolution

M 02137 - 1619 - F: 2,50 €

Sommaire

Le *Monde libertaire* est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres bénévoles de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format doc à l'adresse :
monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'email. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptions les images éventuellement fournies avec l'article (libres- de droits). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Actualité

En une : Sous le soleil de la révolte, par Mohamed, *page 3*

Communiqué de la Fédération anarchiste sur la Tunisie, *page 5*

L'Autruche truchonne, par F. Ladrisse, *page 5*

Des brèves, un strip, *page 6*

Solidarités répressives franco-tunisiennes, par G. Goutte, *page 7*

Traîtrise sociale à la CGT, par Jean, *page 7*

Le paradoxe estrosien, par B. Collins, *page 8*

Arguments

Non-lutte des classes au Ritz, par N. Potkine, *page 9*

L'écologie sociale de Bookchin, par V. Gerber, *page 10*

International

Les athées brésiliens, *page 13*

Sciences

Les toxiques effets de l'inégalité, par P. Servigne, *page 15*

Histoire

Léon Tolstoï, par R. Rocker, *page 17*

Lecture & cinéma

Malatesta selon Daniel Colson, par P. Pelletier, *page 19*

La guerre pour l'eau, par R. Pino, *page 20*

Mouvement

C'est pas du cinoche, par Bibo, *page 21*

Répression savoyarde, par Sophie, *page 21*

La plus radio des radios, *page 22*

L'agenda, *page 23*

Tarifs — France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos	◯ 25 €
6 mois, 25 nos	◯ 50 €
1 an, 45 nos	◯ 75 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

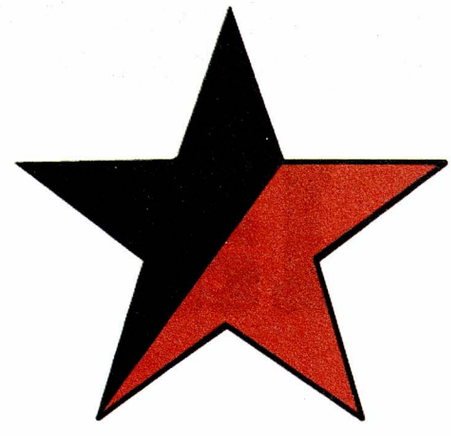
Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

Vivre, mourir et faire la révolution à Sidi-Bouzid

Mohamed

Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

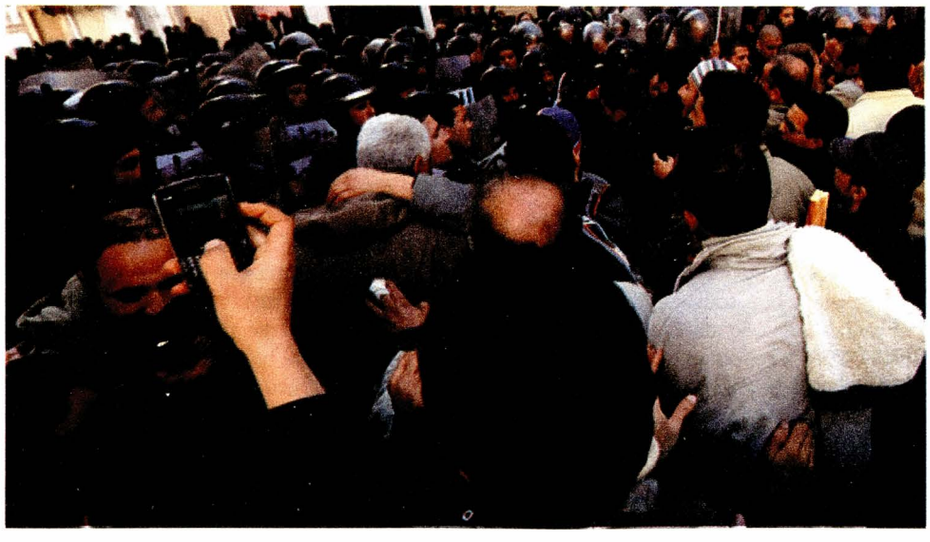
Ça barde en Afrique ces temps-ci. Qui dit Afrique dit « Françafrique » dans la plupart des cas. Et il est goûteux le fumet barbouzard qu'exhalent – depuis Bugeaud et de Gaulle – les affaires africaines. Savante alliance de commandos musclés, d'espions de la DGSE, de « cellules élyséennes » (où les de Gaulle, Mitterrand et autres Sarkozy décident sans aucun contrôle parlementaire de la politique ex-coloniale), de « secret-défense », d'enlèvements, de torture, de dissimulation mafieuse, de recherches d'intérêts sordides – diamants, pétrole et minerais en tout genre –, de traques sanglantes des opposants démocratiques, de coups d'État organisés depuis Paris, de présidents fantoches élus à des majorités délirantes, d'aides au développement bidonnées, de ventes d'armes occultes, de coups tordus, de tactiques contre-révolutionnaires (mises au point par des Français et exportées avec grand succès et contre espèces sonnantes en Amérique du Sud, en Israël, jusqu'aux Zétazunis et bien sûr en Afrique), avec une brochette de vedettes attachantes comme l'OAS, le Sac, Pasqua, Foccart, Paul Barril ou l'inoubliable commandant Prouteau. Tout cela dans une tradition de secret, de titatas mystificateurs et de mépris des non-initiés et des populations. Moyennant quoi, l'ordre règne sur la misère des peuples de pays africains systématiquement pillés et transformés en poubelles pour nations riches. Quand on veut s'informer sur l'Afrique, ne jamais perdre de vue les règles françafricaines de secret et de dissimulation de pratiques inavouables. En ce moment, c'est chaud à propos des élections ivoiriennes et du « terrorisme » au Niger. Il y a gros à parier que ce qui s'y passe vraiment est caché, au mieux dénaturé, et qu'à moins de procéder à une investigation longue et dangereuse auprès d'un grand nombre de sources différentes et scrupuleuses, on ne saura le fin mot de ces histoires que dans plusieurs décennies. Qui est qui, qui fait quoi, que se cache derrière qui, quel rôle joue la Françafrique, qui prétend quoi et pour quels intérêts politiques ou économiques – ce qui revient au même –, voilà les questions à se poser en la matière. Et puis en Afrique il y a également le Maghreb. Ça barde aussi de ce côté. Le peuple tunisien supporte mal son sort peu enviable et se paye le luxe de le signifier à la caste de voyous de son président. En Algérie, voire au Maroc, ce fut, c'est et ce sera encore la même révolte et pour les mêmes raisons. Pourtant les Mohammed VI, Ben Ali et Bouteflika, trois prédateurs avérés, sont toujours d'officiels grands amis de la France et de sa Françafrique. Tant que ça lui rapporte, les gueux peuvent crever et on ne saura par les grands médias que ce qu'elle veut bien lâcher. En ce domaine aussi, il appartient aux anarchistes de rechercher minutieusement des faits avérés et de les faire connaître à tous.

Chers lecteurs, la semaine dernière était une semaine particulière : le peuple tunisien désarmé, ne comptant que sur ses propres forces, confronté à la sauvagerie d'une répression aveugle, a su mettre un terme à une dictature. Sans se laisser berné par des discours lénifiants, montrant ses capacités d'auto-organisation, en faisant fi des menaces et des provocations policières, en organisant sur le terrain social les solidarités élémentaires et en inventant au jour le jour ses modalités de réactions et d'organisation à la base, il nous a montré la voie à suivre : sans le savoir, il a adopter les modes d'organisation libertaires, ceux-là même mis en avant par les valeureux camarades anarchistes de 1936 en Espagne. Aujourd'hui, le plus dur reste à faire. Pour un très court instant, en dépit de mes convictions internationalistes et anarchistes, permettez moi d'être fier d'être Tunisien.

Depuis la mi-décembre, après qu'à Sidi-Bouzid un jeune marchand de fruits et légumes à la sauvette s'est immolé par le feu en signe de protestation contre les humiliations subies, un vaste mouvement spontané de protestation et de contestation s'est propagé à toute la Tunisie. D'ordinaire relégué aux pages voyages et vacances des news magazines, ce pays s'est subitement retrouvé sous les feux de l'actualité politique et sociale. On a pu découvrir alors la face cachée d'un pays dirigé d'une main de fer depuis vingt-trois ans par Ben Ali, qui a instauré un régime policier avec la bénédiction de la France et des États-Unis, qui n'ont jusqu'alors pas taris d'éloges sur ce bon élève du FMI. Loin des plages où se pressent les salariés européens en mal de soleil et d'exotisme de proximité, c'est la Tunisie de l'intérieur, celle des zones oubliées du développement qui s'est rappelée au bon souvenir de dirigeants véreux. Les taux de chômage réels y dépassent 25 % chez les jeunes, dont de nombreux diplômés, qui n'ont pour seul issue que l'émigration sauvage, au péril de leur vie, ou les petits trafics les mettant à la merci de la police et des autorités locales, comme ce fut le cas pour ce marchand de Sidi-Bouzid, poussé au désespoir par la hargne des flics à son encontre et la surdité des potentats locaux à ses doléances. Comme en 2008 dans le bassin minier de Gafsa, où la population s'était soulevée contre le chômage et l'opacité des procédures d'embauche, qui favorisait la corruption et le piston, c'est contre la clique maffieuse au pouvoir que les gens se sont retrouvé. Clique maffieuse où différents clans proches du pouvoir se partagent les richesses du pays, détournant à leur profits et avec rapacité les activités économiques les plus rentables, selon l'adage « *ce qui est à toi est à moi*[1] ». C'est ce qu'ont pu lire les tunisiens qui se sont connectés sur Wikileaks[2], qui révèle les câbles des diplomates américains en poste en Tunisie, exposant crûment l'état de pourrissement avancé du régime. Mais cette fois, contrairement à ce qui s'était passé en 2008, la contestation s'est étendue comme une traînée de poudre à tout le pays, fédérant un ras le bol généralisé : ras le bol de la précarité, ras le bol de l'appauvrissement, ras le bol de l'étouffoir et de l'absence de liberté. Malgré la main mise du gouvernement sur des médias aux ordres[3], rivalisant d'obséquiosité à l'égard du régime, et malgré le verrouillage d'internet, l'information a pu circuler et a permis de déclencher un mouvement qui a surpris

Photo tirée de Rue89

par son ampleur les supplétifs d'un régime honni par l'écrasante majorité des tunisiens. Régime qui s'accroche au pouvoir au fallacieux prétexte de barrage contre l'hydre islamiste, et a qui les états du nord de la Méditerranée ont sous-traité la surveillance des frontières du sud et les activités industrielles avides de main d'œuvre à bas prix, comme le textile et les centres d'appels téléphoniques. Ainsi, la belle image d'un pays moderne, au taux de croissance enviable, à la stabilité politique légendaire, attirant les investisseurs étrangers et les touristes à devises fortes s'est trouvée mise à mal par la triste réalité. Ce pays qu'on qualifiait il y a peu de petit dragon africain, en référence aux dragons asiatiques, ce bon élève des institutions monétaires internationales, qui n'en finissent pas de vanter ce « *modèle de développement et de démocratie sensible aux droits des femmes* » (héritage de Bourguiba, « héros » de la lutte pour l'indépendance et premier président de la Tunisie) ; ce pays se retrouve aujourd'hui pour ce qu'il est et a toujours été, un état autoritaire où règnent inégalité, corruption et misère. Un mot d'ordre qui revient dans les manifestations est « *désormais, nous n'avons plus peur* ». Malgré le déchaînement de la répression (des dizaines de morts par balles, notamment à Kasserine où des snipers postés sur les toits ont semé la terreur les 8 et 9 janvier derniers, des centaines de blessés, des arrestations et des tortures), ce mouvement a permis la libération d'une parole, et l'émergence d'un sursaut populaire qui rendra un peu de leur fierté aux tunisiens et tunisiennes trop longtemps humiliés. Dans les cortèges, dans les réunions, se retrouvent entre autres des militants et militantes de base de l'union générale tunisienne des travailleurs (UGTT), qui ont entraîné la direction de ce syndicat à se démarquer puis a s'opposer au pouvoir, avec le lancement d'un mot d'ordre de grève générale. Alors que les premiers slogans se concentraient sur la dénonciation du chômage et l'absence de libertés, c'est maintenant des slogans hostiles à Ben Ali et à sa clique qui prennent le dessus, et qui réclament le départ du dictateur. Tous les témoignages rapportent la maturité des manifestants : dans les quartiers populaires de Tunis et de sa banlieue, gagnées par l'insurrection, les gens s'organisent pour maintenir le minimum des conditions de vie, contre le chaos voulu par la police et les provocateurs du parti présidentiel qui utilisent toutes les ficelles des régimes policiers (fausses rumeurs, casseurs infiltrés, manipulation de l'information, etc.) ; des collectes sont organisées par les jeunes, que le pouvoir qualifie de voyous, pour venir en aide aux familles des victimes de la répression. Spontanément, les tunisiens créent les bases d'une société solidaire : les multiples réunions spontanées, indépendantes des partis, montrent le bouillonnement révolutionnaire d'une société trop longtemps maintenue sous le boisseau. Les reculades du régime, les limogeages de ministres et des éminences grises du président, obtenues sous la pression de la rue, ne font pas faiblir la mobilisation. Au lendemain du discours présidentiel télévisé du 13 janvier, annonçant la fin des tirs de la police contre les manifestants et quelques ouvertures (non représentation en 2014 de Ben Ali aux prochaines élections présidentielles, levée de la censure de la presse et d'internet), la mobilisation ne faiblit pas, et des manifestations se déroule partout en Tunisie. Le sang coule encore, malgré les promesses. Ce n'est pas le libre accès à Facebook où à You Tube qui arrêtera les émeutiers. La dictature vacille, elle a un genou en terre : à l'issue d'une folle journée, Ben Ali abandonne le pouvoir, une partie du clan Trabelsi, la belle famille du président déchu, est arrêtée. Pour la première fois dans l'histoire moderne, un dictateur arabe est renversé par la population : tremblez Moubarak, Kadhafi, et autres Assad !



Ce qui ce passe met en exergue ce que je crois être le fondement même de l'anarchisme, et que des hommes comme Orwell et d'autres ont su théoriser : un peuple uni, intransigeant sur les modalités de sa pratique, peut s'approprier, sans le savoir, et de manière spontanée, les pratiques libertaires telles que celles de nos valeureux précurseurs de 36 en Espagne, simplement parce qu'elles sont ce que Orwell, témoin des événements de 1937 à Barcelone, appelait la morale commune (*common decency*) : morale et humanisme, spontanément associés à ses pratiques, au sens simple d'une intransigeance morale qui entraînait un comportement politique de relation à autrui dénué de rapport de pouvoir, mais pourvu de liens d'affection morale et politique : c'est utopique mais c'est essentiel, à mon sens pour l'évolution morale d'une révolution : rien ne nous permet de dire aujourd'hui que c'est la voie suivie en Tunisie, mais les événements relatés par les témoins, nous poussent à y croire. Le plus dur reste à faire. À nous anarchistes de pousser à la roue…

M.

1. N. Beau & C. Graciet, *La Régente de Carthage*, La Découverte, 2009.

2. En version française sur ce site (rechercher Wikileaks, Tunisie) : www.maghrebemergent.com

3. Sur l'état de la presse en Tunisie, lire http://fr.rsf.org/tunisie.htm

Tunisie : la jeunesse se lève

De la révolte à la révolution

Depuis plusieurs semaines, la révolte gronde et s'exprime dans les rues de Tunisie, mais aussi en Algérie. Ces émeutes ont pris une ampleur plus particulière suite à la mort de Mohamed Bouazizi qui s'est immolé pour protester contre la hargne des flics et de l'administration à son endroit. Son cas est révélateur de l'extrême précarité dans laquelle vit la population, et les jeunes notamment. En Algérie, au Maroc, en Tunisie, la jeunesse diplômée est au chômage condamnée à de petits boulots, à vivre entre la corruption et la violence policière. La jeunesse, et avec elle la population entière, est donc descendue dans la rue pour crier son malaise, sa souffrance et son rejet de cette politique corrompue. Le gouvernement, lui, utilise la seule réponse qu'il connaisse : la répression violente, faisant plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés. Cette répression se passe dans l'indifférence des États occidentaux, dont la France. Ces derniers sont les soutiens des gouvernements autocratiques du Maghreb, qui se targuent de faire rempart à la menace islamiste, tout en asservissant les populations auxquelles ils dénient le droit de vivre libres et dignes. L'avenir de la jeunesse tunisienne, mais aussi des populations du Maghreb, doivent se construire contre le pouvoir étatique et religieux. La Fédération anarchiste apporte tout son soutien aux manifestants et condamne avec la plus vive détermination les violences policières, la corruption et le silence assassin des « démocraties » bourgeoises. Partout dans le monde, la jeunesse se met en mouvement contre la pauvreté et la limitation des libertés. Ensemble, nous n'avons plus peur !

Fédération anarchiste

Quand l'autruche éternue...

Errare Uranium Est

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Une fois n'est pas coutume, c'est clairement l'actualité internationale qui prend le pas, ces derniers temps, sur les habituelles sotties hexagono-hexagonales. À moins de se passionner pour la question, certes cruciale, du calendrier relatif aux primaires du PS – forme de perversion extrême heureusement fort peu répandue –, l'honnête homme et femme et autruche ne saurait éviter, en ce moment, de jeter un œil, même globuleux, au-delà des frontières. Vers la Tunisie bien sûr, vers le Niger également, vers Haïti enfin, Haïti dont notre monde de riches et renfrognés voleurs – en un mot : l'Occident – a décidé de se ficher comme de sa première quiche. On reprend ? Tunisie : après quatre semaines d'émeutes, Ben Ali s'est donc taillé, emportant avec lui quelques valoches de biffetons, comme tout dictateur qui se respecte. Preuve est faite, si besoin était, que c'est bien la rue qui décide, dès lors qu'elle en a le désir et ne se laisse pas grillager par les orgas politiques, religieuses, syndicales et autre pare-feu. Malgré la décapilotade de son pote, à l'heure où s'écrivent ces lignes Sarko n'a toujours pas prononcé le moindre mot, lui qui, en général, se montre comme on sait fort soucieux de réagir, et promptement, aux secousses agitant ce pauvre monde qui pourtant ne lui a rien demandé. Là, ça tarde, mais mieux vaut peut-être qu'il la ferme, plutôt que de commettre une bourdasse à la mode Baroin, lequel, pas plus tard que la semaine dernière, jugeait la position de cette France qui ne pipait mot « *équilibrée* », et qui pensait qu'aller plus loin serait « *faire preuve d'ingérence* », ce dont il ne saurait être question puisque « *la Tunisie est un ancien protectorat français* ». Mouis. Et donc ? Faut-il rappeler à Baroin-le-chafouin avec quelle belle énergie Sarko s'est ingéré dans les affaires de la Côte d'Ivoire, pourtant ancienne colonie ? Faut-il rappeler également qu'il y a quelques jours à peine MAM, ministre des Affaires étrangères, s'exprimant devant les députés, n'excluait pas l'envoi de gendarmes français du côté de Tunis, car « *le savoir-faire de nos forces de sécurité permet de régler des situations sécuritaires de ce type* ». Elle a l'air finaude, tiens, maintenant, la gendarmette… Quoi qu'il en soit, et alors que ça ne fait pas quatre heures que Ben Ali a ripé du trône, ces guignols se bousculent sur les plateaux téloches histoire de ne pas insulter l'avenir, et de prendre, sur lui, des gages. Delanoë, maire de Paris, assure ainsi n'avoir « *pas croisé Ben Ali depuis beaucoup d'années* ». *Sic*. Et de le répéter trois fois. Parions sans risque qu'ils ne manqueront pas, les politiques jurant, main sur le cœur, ne pas connaître ce monsieur, Ben comment vous dites ? Au Niger, c'est autre chose : lorsque des Français sont enlevés, désormais ça mitraille, ça hélicoptérise, ça lance de ces assauts commando ah non mais ! on se laissera plus faire ! Résultat, deux otages tués, on sait plus trop par qui. Pourtant, dans le même temps, on se laisse faire au Mali, où sont détenus cinq Français, on se laisse faire en Afghanistan. De mauvaises langues prétendent que la différence entre le Niger et, par exemple, le Mali, par exemple l'Afghanistan, c'est qu'au Niger y'a de l'uranium. Donc, de gros intérêts. Donc, des entreprises de chez nous. Grosses, les entreprises. Dans ces conditions, pas question de laisser les dingos d'Allah mettre en péril le bizness. En Haïti, qu'y-a-t-il ? Depuis un an, des gravats, des tentes, des gens dessous les tentes. Il semblerait que ça n'émeuve désormais plus personne. Des milliards de dollars d'aide internationale sont bloqués dans les caisses du fait d'une Onu incapable d'en finir avec de sombres histoires de réglementation concernant la reconstruction. Qu'y-a-t-il, en Haïti ? Certainement pas d'uranium.

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com

Brèves de combat

Solidarité : camarades islandais

Un appel a été lancé pour une semaine d'actions en soutien aux Neuf de Reykjavik (RVK9), du 10 au 16 janvier 2011. Ces neuf individus, anarchistes et gauchistes radicaux, risquent jusqu'à seize ans de prison ferme pour avoir manifesté contre le Parlement islandais.

Vannes contre Loppsi 2

Le 8 janvier, devant les grilles de la préfecture du Morbihan, dont le gigantesque bâtiment symbolise effrontément la puissance et les ors de la République française, un peu plus de 80 personnes se sont rassemblées pour dénoncer la loi Loppsi 2, en cours de discussion au Parlement. Fort du nombre, s'est constitué à l'improviste un cortège qui a décidé de parcourir les rues de Vannes. En ce samedi après-midi, les rues commerçantes du centre-ville sont très fréquentées… Aussi était-ce assez détonnant, selon les camarades de la FA présents, de voir et d'entendre cette troupe dynamique aux slogans rageurs et ravageurs antisécuritaires.

Le retour des bruits de bottes

Selon un récent sondage de la Sofres (une fois n'est pas coutume), 22 % des Français se disent d'accord avec les idées défendues par le Front national, un chiffre en hausse de 4 points par rapport à 2010, avec une forte progression de l'image du FN chez les sympathisants UMP (32 %). J'crois kc'est clair !

Fachos encore

La marche aux flambeaux des identitaires a été perturbée par une petite centaine de militants antifascistes sur le parvis de Notre-Dame de Paris venus empêcher la marche organisée par l'association « Paris fierté » proche du Bloc identitaire. Comme d'habitude, la police a protégé les fachos et embarqué un à un, soixante-sept « perturbateurs » de cette célébration de sainte Geneviève, « sainte patronne » de Paris et… des gendarmes ! Là, on comprend mieux l'intervention des forces de « l'Ordre ».

Parlez-moi de moi !

Dans la famille Le Pen, après le père, la fille : la vice-présidente du Front national est visée par une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Lyon pour « incitation à la haine raciale » après son parallèle entre les prières de musulmans dans la rue et l'Occupation allemande.

R.A.B. !

Jean-Paul II sera béatifié le 1er mai 2011. Cette béatification interviendra dans des délais record, bien inférieurs aux cinq ans habituellement respectés avant d'entamer toute procédure. So what ?

La France fait marche arrière

L'espoir des personnes transgenres de pouvoir enfin changer d'état civil librement, en France, vient d'être anéanti par le nouveau ministre de la Justice, Michel Mercier, qui porte un coup d'arrêt aux avancées accordées par son prédécesseur. Au printemps dernier, Michèle Alliot-Marie avait en effet émis une circulaire n'exigeant plus l'ablation des organes génitaux pour obtenir de la justice un changement d'identité. L'ancienne garde des Sceaux stipulait qu'un avis favorable pouvait être accordé par la justice « *dès lors que les traitements hormonaux ayant pour effet une transformation physique définitive* […] *ont entraîné un changement de sexe irréversible* ».

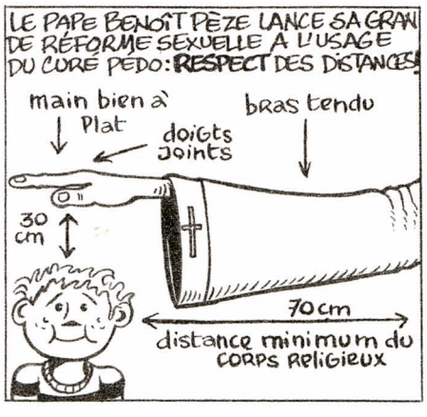
Tunisie mon amour

Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture sarkozyenne, a déclaré ceci, le 9 janvier sur Canal + : « *Dire que la Tunisie est une dictature univoque comme on le fait si souvent me semble tout à fait exagéré.* » La Françafrique, c'est décidément une affaire de famille chez les Mitterrand.

La Poste est timbrée

Le 15 décembre, lors d'un conseil de discipline de La Poste, les représentants de la direction ont voté une sanction de 24 mois d'exclusion de service, dont 18 fermes, envers Olivier Rosay, secrétaire départemental SUD Postaux Paris. La révocation était initialement demandée par les charognards ! Encore un déni de liberté syndicale, encore une démonstration de force du patronat.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH KROKAGA



Ensemble, dans la répression

Quand la guerre de classes bat son plein

Les ennemis de mes ennemis sont mes amis. Voilà un adage qui convient parfaitement à Michelle Alliot-Marie, la matrone en charge du ministère des Affaires étrangères, qui, en début de semaine dernière, lors d'une séance de l'Assemblée nationale, a jugé bon de proposer aux gouvernements tunisiens et algériens de mettre à leur disposition les méthodes des « forces de sécurité françaises » pour faire face aux manifestations et aux émeutes. Le mieux est, encore, de lui laisser nous expliquer, par elle-même, sa brillante idée : « *Nous proposons que le savoir-faire qui est reconnu dans le monde entier de nos forces de sécurité permette de régler des situations sécuritaires de ce type. C'est la raison pour laquelle nous proposons aux deux pays, dans le cadre de nos coopérations, d'agir en ce sens pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité.* » Le savoir-faire français ? Il est bien connu, et s'est exprimé dans toute sa splendeur un certain 17 octobre 1961. Là encore, Michelle Alliot-Marie a donné un bel exemple, s'il en fallait encore, du camp dans lequel s'est toujours trouvé l'État dans la lutte des classes. Un exemple de solidarité étatique dans la répression, et de la collaboration – désormais visiblement décomplexée – de l'État français avec les dictatures africaines.

Ne reste plus, désormais, qu'à prendre exemple sur eux : s'ils se serrent les coudes, serrons-nous les nôtres et, face à la répression qu'ils organisent, opposons-leur la solidarité de classe pour, tous ensemble, les bouter hors de nos vies.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste

CGT : traîtres et retraites

Petit à petit, on finira par tout savoir

La seconde semaine de janvier, la majorité des ports français ont été bloqués par un mouvement de grève des dockers, mouvement qui concerne la prise en compte de la pénibilité pour les départs anticipés à la retraite. Tiens ! Les grèves pour la retraite se prolongent ? Non, non, vous n'y êtes pas : on avait vu la CGT de la Société nationale maritime Corse Méditerranée (SNCM), qui jouait les pirates dans le port de Marseille, lâcher le mouvement social en pleine ascension, car elle venait de négocier un accord catégoriel. On savait aussi qu'à la RATP, à la SNCF et à EDF les syndicats avaient reçu l'assurance qu'on ne toucherait pas jusqu'en 2017 aux régimes spéciaux… Voici qu'on apprend que la CGT lance la grève dans les ports parce que le gouvernement ne tient pas ses engagements.

Quels engagements ? Nous avions obtenu un accord sur la pénibilité début novembre (en plein essor du mouvement social), mais depuis le remaniement ministériel c'est silence radio… « *Tous les engagements pris par l'ancien ministre* [Borloo] *sembleraient remis en cause* », déplore Michel Caizergues, responsable CGT dockers de Fos.

Le secrétaire général de la CGT ports et docks, Tony Hautbois, a déclaré : « *Nous nous sommes mis d'accord avec le patronat, alors maintenant si le gouvernement revient sur ses engagements, s'il y a un retour en arrière, les actions ne pourront que s'intensifier.* »

Voilà, on peut continuer à s'interroger sur le pourquoi du comment, fin novembre, ce puissant mouvement social, face à un gouvernement tant affaibli, s'est terminé en eau de boudin. Les causes ne se résument certainement pas à une seule explication, mais il convient tout de même de dénoncer ce double jeu du « *tous ensemble, tous ensemble, on lâche rien* » dans le porte-voix et du stylo dans l'autre main. Traîtres et retraites, certains n'y perdent que leurs « âmes », nous c'est nos vies qui sont en jeu.

Jean
Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

Estrosi, le nouveau croque-mitaine des enfants

Les vampires aussi sont d'accord, Estrosi est un minable dangereux

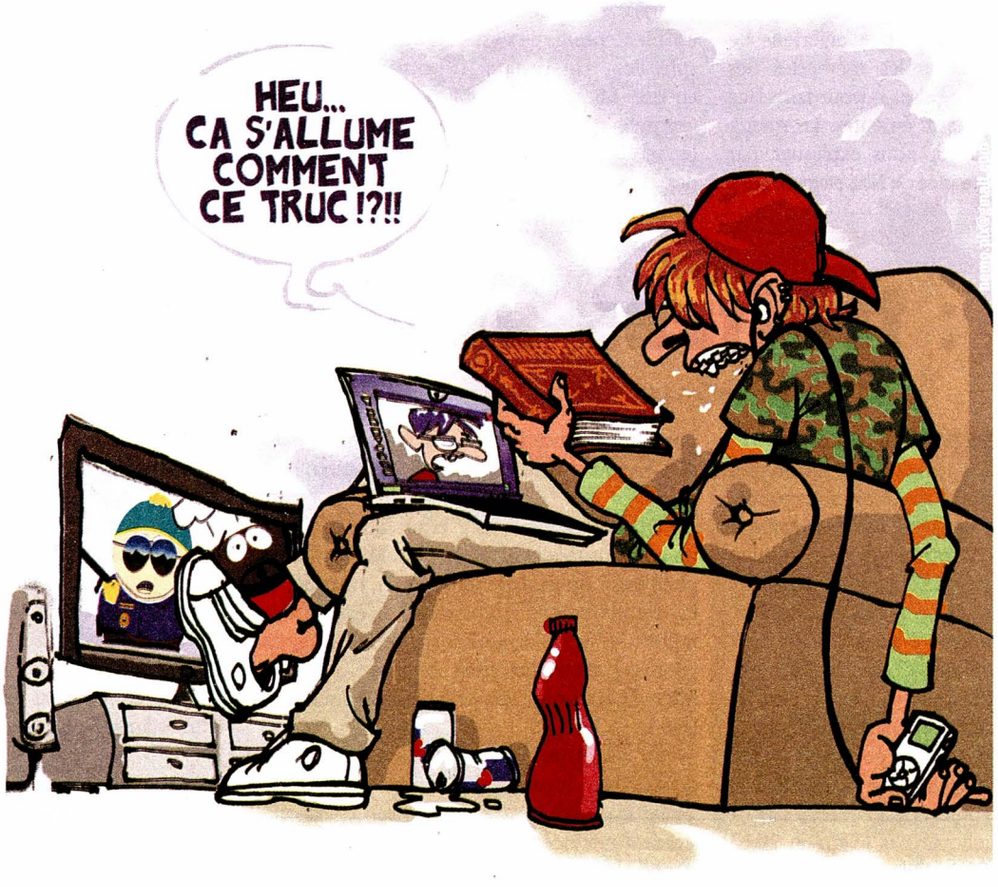
Ancien ministre de l'Industrie viré du gouvernement suite au dernier remaniement ministériel, Christian Estrosi est sans doute en train de vouloir refaire ses preuves. Et, pour ce faire, le plus simple, semble-t-il, consiste à surfer sur la vague « sécuritaire », notion fétiche d'un président qui ne cesse de chercher à conquérir les voix de l'extrême droite, en vue, évidemment, d'être réélu en 2012. Du coup, l'idée est venue à cet ancien ministre à l'ego démesuré, blessé d'avoir été évincé du gouvernement, de proposer un projet de loi visant à faire tomber l'âge pénal de 18 à 16 ans. En gros, si tu as 16 ans et que tu commets un délit, ce n'est plus le tribunal pour enfants qui t'attend (c'était déjà pas glorieux…), mais le tribunal pour adultes qui pourra, éventuellement, te foutre au cachot, « pour adultes » lui aussi.

Pour ce pauvre politicard frustré, à 16 ans, on est déjà pleinement responsable de ses actes, plus du tout influençable, parfaitement adulte et mature. Ce qui justifierait donc que, dès cet âge, les mômes soient « *jugés comme des majeurs* ». Le plus drôle dans cette histoire, c'est qu'il ne propose pas pour autant d'abaisser l'âge de la majorité, ce qui le conduit à proposer une loi visant à condamner comme majeur des personnes qui sont encore mineures… Doux paradoxe. Bientôt, il viendra, dans sa légendaire surenchère sécuritaire, à proposer le rétablissement de la peine de mort[1] pour les gamins de 13 ans qui n'auraient pas respecté le couvre-feu établi par Loppsi 2[2]. Avec des types pareils, on n'a pas fini de s'en prendre plein la tronche ! Et comme dit le proverbe : « *Les tyrans, c'est la gangrène…* » Je vous laisse le soin de trouver la fin.

Barnabas Collins
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

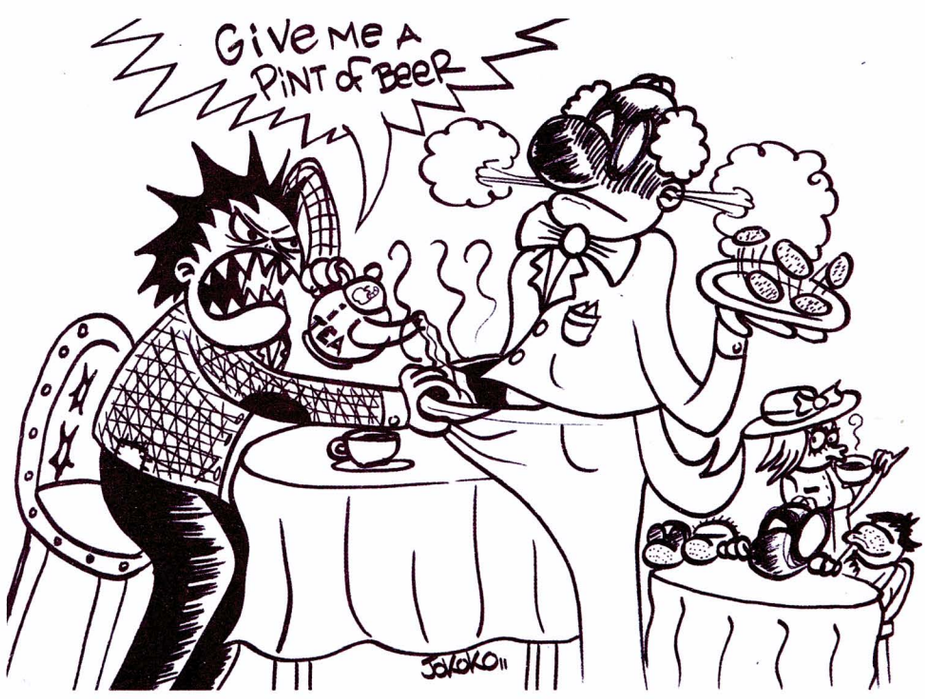
1. Le 11 décembre 1991, ce sympathique bonhomme avait proposé, dans un projet de loi déposé à l'Assemblée nationale, de rétablir la peine de mort.

2. Voir *Le Monde libertaire* n° 1618 pour plus d'informations sur Loppsi 2.



Au Ritz, la non-lutte des classes

Tout va bien au Royaume-Uni. Le Premier ministre de Sa Gracieuse Majesté, David Cameron, avec l'enthousiasme de la jeunesse, veut libérer le royaume d'une grande calamité : le déficit des finances publiques. Il a promis de le diviser par dix. Oui, par dix. Les hôpitaux, les dispensaires, les musées, les bibliothèques, les lycées, les écoles, etc. vont sentir passer Attila. On peut douter que cette découpe à la hache affecte l'armée et la police ; il faudra bien s'assurer que la populace suit l'ordonnance, prend son médicament, avale sans grimacer ni gémir. Indifférents à ces petites misères des miséreux, les riches continuent à vivre leur vie de riches, avec les plaisants rituels qui la ponctuent. Tel le *high tea*. Le thé de la fin de l'après-midi, une roborative collation, d'où l'on puise le réconfort nécessaire après une rude journée de shopping pour les unes, ou de licenciements pour les autres. Le *high tea* a son temple, où affluent les pèlerins. Le Ritz. Pas celui de Paris, celui de Londres. Le *high tea* du Ritz est si bon, si renommé, qu'on en réserve les tables jusqu'à douze semaines d'avance. Face à cet engouement, le Ritz s'est montré accommodant ; on y sert le *high tea* non seulement aux heures canoniques, 16 h 30 et 17 h 30, mais aussi à des moments moins orthodoxes, par exemple 13 h 30. Sans le crier sur les toits, le Ritz garde la plupart des places de 16 h 30 et 17 h 30 pour les clients qui dorment à l'hôtel. Le thé de 13 h 30, repas illogique (comme un déjeuner à 9 heures, ou un dîner à 16 heures), n'est donc fréquenté que par des personnes extérieures à l'hôtel. Guide touristique de mon métier, je viens d'y suivre l'une de mes clientes.



Comment oublier un merveilleux regard ? Celui que me décocha au seuil du Ritz, non quelque Britannique séduite par mon charme, mais le gardien du temple. En queue de pie et pantalon rayé sombre, bien sûr. Avec l'oreillette pendouillante des vigiles et cerbères, bien sûr. Il ne tenait pas à me signifier que j'avais ravagé son cœur. Il souhaitait juste s'assurer, incité en cela par ma veste (dix ans d'âge), ma cravate (millésimée, pour le moins), et mon col de chemise (d'où quarante siècles le contemplaient), que mes chaussures, loin de servir à courir un marathon, étaient du type que l'on cire. Cet examen passé (sans mention), on nous dirigea vers les profonds fauteuils du lobby, afin d'attendre que les tables soient prêtes. Car, touristes consciencieux, nous étions en avance.

C'est dans ce lobby que le spectacle commença. Non, pas le célèbre ballet des serveurs du Ritz, pas la monstrance des eucharisties gourmandes, scones, mille-feuilles, financiers, sandwichs au concombre, *clotted cream*, *Dundee cake*. Et confiture de fraises, à l'évidence dérobée à la cuisine des anges. Non, le spectacle offert par les fidèles. Derrière nous, un couple. La cinquantaine. Le monsieur, dans un veston neuf. Ongles impeccables. Début de calvitie sous contrôle, jardinée comme un parterre de Versailles. Raide de terreur dans son fauteuil. La dame, permanente plus solide que les meilleurs aciers suédois. Tailleur pris au pressing le matin même. Raide de terreur dans son fauteuil.

À notre droite, famille. Papa, vérifiant toutes les sept secondes que son veston est bien boutonné. Maman, tapotant toutes les huit secondes ses cheveux si bien blondis par la coiffeuse du centre commercial. Fiston aîné, affichant sa plus belle mine d'ado qui s'emmerde et que l'on traîne de force. Fiston cadet, imitant en tous points l'exemple donné par son grand frère, y ajoutant toutefois la touche personnelle d'un nœud de cravate minutieusement dévasté.

À notre gauche, tribu. Papa, un peu trop jovial pour être vraiment à son aise. Maman surveillant constamment tout le reste de la famille afin de s'assurer qu'aucun surgissement de manières prolétariennes ne provoque une honteuse expulsion. Mamie en tailleur pourpre et cheveux à reflets bleus, concentrée sur Petite Fille, moitié par affection, moitié pour éviter que Petite Fille ne commette quelque impair. Petit Diable, se curant le nez avec énergie dès que Maman ou Mamie ne le regardent pas. Un peu plus tard, Petit Diable bâfrera en offrant à toute la salle le son et lumière de son énergique mastication ; à dix mètres on entendra et contemplera son cours complet d'anatomie de la nutrition humaine, entrecoupé de vérifications de la perfection des curages précédents.

Et quand, à 13h30 précises, le maître d'hôtel viendra inviter le couple acier suédois/parterre de Versailles à prendre place, je verrai les mains du monsieur trembler de peur. Car devant la réalité de la division en classes, on peut choisir de lutter, on peut choisir de tricher, on peut choisir de se résigner, on peut choisir de ramper. Certains rampent par ambition, pour parvenir ; d'autres par pure fascination, pour contempler l'empyrée. À quarante-cinq euros (trente-neuf livres sterling par personne, pour être précis) le *high tea*, en d'autres termes à quarante-cinq euros pour une heure chez les riches, la reptation est abordable.

Nestor Potkine

qui médite souvent la phrase de Chamfort : « Les grands vendent toujours leur société à la vanité des petits. »

Les trois facettes de l'écologie sociale

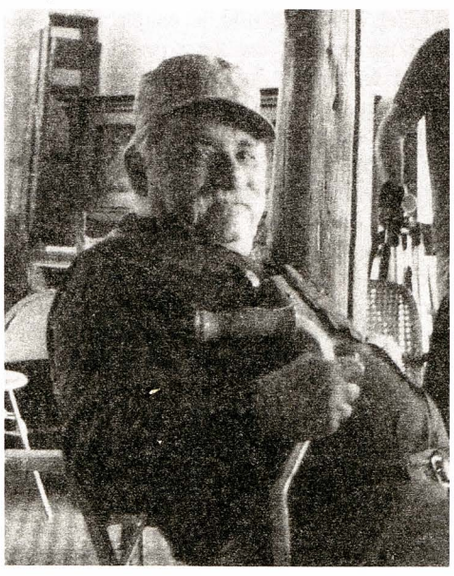
La question écologique, avec celle de la révolution sociétale, est au centre des préoccupations théoriques et pratiques du mouvement anarchiste, au sein duquel on discerne des tendances hétérogènes, voire des tensions importantes entre des approches diverses, sans doute contradictoires. Entre une technophobie rétrograde, une vénération indue pour une Nature prétendument harmonieuse et, a contrario, une insouciance candide face aux défis environnementaux d'ampleur globale, des voies de réflexion rationnelles doivent être tracées. Pas des voies bêtement, et donc inutilement, médianes mais des voies rectrices (qui servent donc non à diriger mais à se diriger) à la place des voies rectilignes d'un écologisme affecté par son indolence à l'égard des questions sociales, des question de classes. L'écologie sociale, la pensée de Murray Bookchin fournissent certainement des idées parmi les plus stimulantes pour réinventer (car c'est un travail de la pensée perpétuel) une société anarchiste.

Le CRML

Vincent Gerber

www.ecologiesociale.ch

Murray Bookchin



VOILÀ QUATRE ANS que Murray Bookchin (1921-2006) est décédé[1]. Avec le recul, on constate à quel point son écologie sociale est restée confidentielle en Europe. Tout au plus certains ont pu lire un texte traduit ou un commentaire paru dans une revue anarchiste, voire écologiste. Issu du milieu ouvrier des fonderies et des usines automobiles, ce New-yorkais a pourtant marqué par une production intellectuelle prolifique et des avis tranchés. Ses écrits, pionniers dans les années soixante en matière d'écologie politique à tendance libertaire, préfigurent par certains côtés des mouvances écologistes comme la décroissance ou les villes en transition.

On connaît mal Bookchin, car il a fallu attendre près de dix ans pour voir ses premiers écrits traduits en français. Le mouvement écologiste européen francophone s'est plutôt construit autour d'auteurs comme Gorz, Castoriadis ou encore Illich. Mais ce n'est qu'une des raisons qui explique la faible diffusion de sa pensée.

Bookchin n'a pas toujours été facile à suivre. En raison de la prolifération des parutions et des thèmes abordés, il est difficile de faire ressortir une définition fixe de l'écologie sociale. Sous un même nom se cachent en réalité plusieurs définitions. Reste qu'entre la première utilisation du mot par Bookchin en 1964 dans l'article « Ecology and Revolutionary Thought » jusqu'à son décès en 2006, il est possible de faire ressortir de ses écrits trois représentations, distinctes mais liées, de l'écologie sociale : une proposition théorique mettant en avant le lien de cause à effet entre les problèmes écologiques et sociaux, un idéal de société et, enfin, un mouvement militant. Trois définitions qui marquent aussi trois étapes successives de l'évolution du mouvement.

L'émergence de la hiérarchie

Dans le milieu des années soixante, quand Bookchin pose les bases théoriques initiales de l'écologie sociale, son postulat fondateur prétend que les problèmes écologiques découlent de problèmes sociaux qui leur sont antérieurs. Les réponses à donner à la crise écologique sont donc pour lui des réponses avant tout sociales, distinctes des tentatives de résolution techniques des questions environnementales. Il faut changer les fondements mêmes sur lesquels nos sociétés ont été bâties – nos institutions – avec comme priorité de mettre fin au système capitaliste.

L'origine de la dégradation de l'environnement provient selon Bookchin de la perte d'une vision d'interdépendance avec la nature, au profit d'une considération la voyant comme une ressource à exploiter par l'être humain. Il a résulté des siècles passés une constante volonté de domination de la nature. Cette relation découle historiquement des relations de domination instituées entre les êtres humains (celle de l'homme sur la femme, du vieux sur le jeune, du guerrier, prêtre ou chamane sur le reste de la communauté, etc.) par toute une série de mécanismes de contrainte sociale. Dans *The Ecology of Freedom* (Cheshire Books, 1982), son livre le plus marquant, Bookchin explique en détail comment la vision hiérarchique s'est imposée et développée chez les diverses communautés humaines au cours de notre évolution, jusqu'à imprégner la totalité de notre condition de vie.

Selon Bookchin, ce n'est qu'en s'attaquant aux racines sociales, à la suppression de la domination et des hiérarchies illégitimes, qu'une relation organique et harmonieuse peut espérer se mettre en place avec la nature. Dans cette définition, le but de l'écologie sociale est

de remplacer ce système fondé sur la hiérarchie par une organisation promouvant l'entraide et la coopération. La compétition doit céder sa place à la complémentarité et au développement des capacités, envies et besoins qui nous caractérisent en tant qu'espèce – et de même pour l'ensemble des organismes vivants de notre planète. On peut ainsi voir chez Bookchin une certaine continuation des propos de Kropotkine, bien qu'il ait à l'origine surtout été influencé par Marx. Le prince russe est parmi les auteurs classiques de l'anarchisme celui auquel l'écologie sociale connaît le plus de liens.

Développer une nouvelle société

Libérer la société des hiérarchies abusives pour former un monde égalitaire, le vœu est pieux. Restait dès lors à chercher à le poser en termes concrets, c'est-à-dire à définir la nature de ces relations non hiérarchiques et, surtout, dans quel(s) cadre(s), dans quel(s) type(s) d'institutions elles s'inscrivent. C'est ici que la première définition rejoint le deuxième sens donné à l'écologie sociale, celui d'une proposition de société écologique. Murray Bookchin va montrer que, pour être écologique, une société doit nécessairement répondre à plusieurs critères : elle doit être décentralisée, dirigée par sa base citoyenne et rationnelle. Une vision idéaliste mais pas utopiste, en ce qu'elle se base sur des réalisations concrètes déjà existantes ou des développements prévisibles à moyen terme.

Par décentralisée, Bookchin entend prendre le contre-pied du gigantisme pour un retour à l'échelle humaine. C'est aller à l'encontre de la centralisation croissante, constatée dans les secteurs économiques, administratifs, mais aussi et surtout à l'œuvre par l'urbanisation galopante des villes. L'expansion irréfléchie de celles-ci et leur fusion a eu pour conséquence la dissolution de leur identité propre dans une étendue urbaine uniformisée. Cette évolution déplorable doit céder sa place à une décentralisation, pour un renouveau des quartiers et des communautés locales. Un retour à une échelle qui permette une connaissance de l'autre et de son lieu de vie.

L'enjeu touche aussi la réconciliation du modèle de la ville et celui de la campagne. Le densifié doit, progressivement et de façon non coercitive, s'espacer, faire réapparaître des étendues vertes et les mêler à la cité. Habitats, lieux de travail et même usines doivent s'intégrer de façon organique avec l'environnement naturel pour un juste usage des ressources dont ils dépendent plutôt que s'isoler dans des zones synthétiques et bétonnées, dépendantes des ressources importées. Sorties de l'exploitation industrielle à grande ampleur, les richesses naturelles locales peuvent être utilisées pour produire nourriture et énergie de manière non destructrice et en préservant l'apport culturel et la diversité des échanges transmis par le modèle citadin – sans pour autant chercher une impossible autarcie.

Une autogestion citoyenne

Retourner à ce qui est proche de soi, à ce qui nous touche, c'est aussi réduire et simplifier pour permettre de comprendre et décider. En rupture avec l'actuel système de professionnalisation de la politique, chaque personne est considérée comme apte à participer à la gestion du quartier ou de la commune dans laquelle elle réside – d'autant plus dans une société décentralisée et libérée de la complexité bureaucratique de l'État. Une forme d'autogestion commune qui s'oppose au modèle d'État-nation pour lui substituer une confédération de communes politiquement autonomes, dirigées par la communauté des citoyens. Un projet inspiré des réalisations de la commune révolutionnaire de Paris, auquel Bookchin mêle les aspirations libertaires modernes.

La formation de ce corps politique de citoyens se concrétiserait par la mise sur pied d'assemblées populaires. Ces lieux de rassemblement, d'échanges et de débats représenteraient, en définitive, les moments où se décident les grandes lignes de la politique commune. Une façon encore de renforcer le lien, à nouveau écologique et social, d'une personne avec son lieu de vie. Bookchin oppose cette démocratie directe populaire à la gestion actuelle, bureaucratique et professionnelle, des affaires de la cité, considérée comme une perversion de l'idéal démocratique et cachant en vérité une oligarchie économique. Dans ce modèle de confédération, chaque commune serait liée aux autres par des liens économiques et politiques, via la tenue d'assemblées régionales et à plus haute échelle, où seraient envoyés des délégués, sous mandat et révocables, des différentes assemblées locales.

Un retour à la raison

Mais aboutir à une société écologique, non hiérarchique, capable de prendre ses responsabilités et de faire les choix de son évolution future ne peut se faire qu'avec un profond changement de mentalité. Le fait est qu'on ne peut plus aujourd'hui se passer d'une forme de morale dans les domaines de l'économie, des médias et des sciences. Un principe exprimé par Bookchin sous la formule : tendre vers ce qui devrait être, vers une société rationnelle.

Derrière cette question très large, il y a la prise de conscience de l'irrationalité des sociétés actuelles guidées par la logique capitaliste et son impératif absolu de croissance économique. La société de masse et de consommation promue depuis la Seconde Guerre mondiale et dont les valeurs reposent presque exclusivement sur l'acquisition et l'accumulation de biens doit, en raison des impératifs écologiques, être remplacée par un développement plus qualitatif et diversifié. Au niveau personnel, il faut retrouver l'apport de la culture de l'identité, le développement intellectuel et l'originalité de chacun. Tout aussi fondamental est le besoin de sortir d'une production pour le seul bénéfice de l'économie qui force à une consommation asservissante et inapte à

satisfaire les besoins réels des personnes. Reprendre le contrôle de nos sociétés nécessite de retrouver des valeurs éthiques et morales, en particulier dans le domaine de la production, du commerce et du développement technologique. Les questions du pourquoi produire, de quoi avons-nous besoin et la prise en compte des conséquences à moyen et long terme doivent diriger les actions humaines et le développement de nos sociétés.

Programme pour une société à refaire

Jusque-là, ce modèle de société demeure un simple tableau théorique. Dans le but de le tester et de chercher à en concrétiser les fondements, Murray Bookchin a poussé à la création d'un programme politique qui devait déboucher sur la formation d'un mouvement citoyen. Aspirant à donner vie à un large mouvement progressiste – à l'image des groupements socialistes et ouvriers qu'il a connu dans les années trente –, nombre de ses derniers écrits ont été consacrés à en théoriser les bases et développer une stratégie de changement.

Ce mouvement de contre-culture n'avait pas pour but de fomenter une révolte populaire sous le drapeau de l'écologie sociale. À l'instar de nombreux intellectuels modernes, Bookchin avait déchanté sur le potentiel actuel d'une insurrection ou de batailles de rues, en particulier face à l'armement moderne. L'objectif n'en demeurait pas moins ouvertement révolutionnaire. Il faut chercher à dissoudre le pouvoir et le rendre aux citoyens. En un mot : se le réapproprier. On peut créer dès maintenant ces institutions décentralisées, autogérées et rationnelles dans le but de changer les fondements mêmes de la société. Ensuite, placer ces nouvelles institutions sur des bases fortes et les développer autour de soi pour faire grandir le mouvement ; instruire les gens et les amener à retirer aux élus la gestion de leur communauté ; montrer les tensions entre ce qui est et ce qui pourrait être dans une société libérée de la domination : voilà les biais par lesquels une révolution de fait, consciente, stable et durable peut se produire. Et, avec elle, la transformation profonde de la société.

Du passé au présent

Plus de quarante ans après sa théorisation, que reste-t-il de l'écologie sociale ? La prise de conscience des défauts de notre société actuelle, l'aliénation du politique aux multinationales et aux tenants de la finance ainsi que les questions que les dérives du capitalisme soulèvent ont amené sur le devant de la scène les questions soulevées par Murray Bookchin. La vision d'une société formée d'écocommunautés décentralisées et administrées en démocratie directe s'est aujourd'hui intégrée au sein des valeurs défendues dans les mouvances militantes écologiques et altermondialistes, touchant même un assez large public. La deuxième représentation de l'écologie sociale a ainsi fait son chemin, avec ou sans l'apport de l'écologie sociale. La première aussi, mais pas dans le sens où l'entendait Bookchin. Si on associe facilement aujourd'hui l'écologie et le social, peu font de ce lien le véritable vecteur de changement que l'écologiste américain avait imaginé. Seule une minorité d'activistes considèrent une résolution des problèmes écologiques par un changement de nos relations sociales, plutôt que notre rapport à la consommation.

Là où l'écologie sociale n'a guère connu de succès, c'est dans la volonté de lancement d'un programme politique international. Si un certain purisme dans ses propos a coupé Bookchin de toute une frange de personnes parmi les plus enclines à soutenir son projet, il a aussi peut-être sous-estimé l'impact négatif qu'a eu sur les militants – et sur l'imaginaire de gauche en général – les dérives et la chute du communisme appliqué. Depuis les années quatre-vingt-dix, on constate une forte désillusion et recrudescence de l'attrait pour des modèles idéologiques, cela en faveur du développement de groupuscules plus affinitaires, ancrés localement et développant une identité propre et personnelle. On rejette les étiquettes et les drapeaux comme on a rejeté les nationalismes, en faveur d'actions plus liées à des causes ponctuelles. Une vision néanmoins critiquée, tant on peut y voir une nouvelle expression de l'éphémère et de l'individuel instauré par la société de consommation.

Au final, ce que l'écologie sociale a à apporter aux débats d'aujourd'hui, c'est cette volonté (qui ne lui est pas propre d'ailleurs) de rassembler les différentes aspirations et préoccupations sous la vision globale, et positive, d'une société écologique plus humaine moins en confrontation avec son milieu. Ce n'est que par une pensée englobante, mettant en lien les problèmes entre eux, les considérations sociales avec celles économiques, celles écologiques et biologiques, philosophiques et technologiques, urbaines et agricoles, etc., qu'un véritable projet peut émerger. Si le capitalisme est parvenu à se présenter comme un système naturel et immuable, il est nécessaire de lui opposer concrètement des alternatives tangibles. Pour l'écologie sociale, la question n'est que de savoir si les écrits de Bookchin seront enterrés avec lui ou, au contraire, trouveront en ces temps de crise un terreau plus favorable que par le passé[2]. **V. G.**

1. Sur Murray Bookchin, voir l'hommage rendu par Tom Cahill dans *Réfractions*, n° 18, printemps 2007 (http://refractions.plusloin.org/spip.php?article189), ainsi qu'un entretien particulièrement éclairant : http://kropot.free.fr/Bookchin-Biehl.htm. (*Ndlr.*)

2. Le modèle politique confédéral de l'écologie sociale a été théorisé sous le nom de municipalisme libertaire. Murray Bookchin en a décrit les contours en détail dans son ouvrage *Urbanization without Cities* (Cassell, 1987) et ses principaux aspects ont été synthétisés par Janet Biehl dans l'ouvrage (traduit en français) *Le Municipalisme libertaire* (éditions Ecosociété, 1998).

Comment vont les athées dans le Brésil d'aujourd'hui ?

Notre correspondant en Amérique du Sud

APRÈS UNE LONGUE ABSENCE, nous retournons dans ce pays et constatons que rien n'a vraiment changé. Contrairement aux louanges dithyrambiques et unanimistes de l'ensemble de la presse française, du *Figaro* au *Monde* en passant par *L'Humanité* – si ces plumitifs faisaient un tant soit peu sérieusement leur travail, ils le sauraient, ne serait-ce qu'en lisant la presse brésilienne –, le bilan du président Lula est bien plus nuancé que ce qu'ils veulent bien nous faire croire. Mais pourquoi sont-ils aussi élogieux ? À cette question, nous n'attendons pas de réponse de leur part. Nous savons cependant qu'ils sont les instruments d'intérêts qui ne disent pas leurs noms. Dans cet article, nous n'allons pas faire le bilan des huit années de présidence Lula. Un article n'y suffirait pas. Nous ne nous intéresserons qu'à un sujet « mineur », bien insignifiant face aux grands problèmes auxquels se trouve confrontée l'humanité. Il s'agit du sort qui est réservé aux athées au Brésil.

Le quotidien *A Tarde*, le principal titre de l'État de Bahia, dans son édition du 11 décembre, nous informe qu'une campagne publicitaire, sur les autobus de la ville de Salvador, financée par l'Association brésilienne des athées et des agnostiques (Atea), a été refusée par la régie publicitaire qui gère les espaces de communication sur les transports publics. Cette campagne a déjà été refusée dans la capitale économique du pays, São Paulo. Le motif du refus dans ces deux villes est identique. Cette campagne serait contraire à une loi municipale de l'an 2000 portant sur la publicité dans les lieux publics. Que dit cette loi ? Toute publicité portant atteinte ou qui favorise la discrimination raciale, sexuelle, sociale et religieuse tombe sous le coup de la loi. Que disait la publicité des athées et agnostiques pour être interdite ? Que les dieux, qu'ils soient chrétien, islamique, égyptien ou indou, n'étaient que des mythes. Quel crime ! Cette loi, comme nous pouvons le constater, si elle défend la liberté de culte et prône un large œcuménisme, dans l'air du temps, ne tolère pas en revanche que les athées puissent exprimer librement leur point de vue sans que cela ne soit considéré comme une agression à l'égard des religions. Il n'est pas si lointain le temps où les athées étaient brûlés en place publique. Encore un effort, religieux de tout poil, pour faire que le temps béni de la Sainte Inquisition soit de retour !

Pourtant, le Brésil est dirigé depuis 2003 par des hommes et des femmes de gauche. Pendant les quatre années à venir, la gauche sera encore à la tête du pays. Pouvons-nous espérer un quelconque changement en matière religieuse ? Le doute nous est permis.

Si nous savions, depuis longtemps, que Lula est un calotin de la même espèce que Lech Walesa, nous avions le tord de penser que l'héritière désignée, Dilma Rousseff, se distinguerait du président sortant sur ce sujet. Elle possède, en effet, de bien belles lettres de noblesse si nous les comparons avec la grande majorité de la classe politique brésilienne. Son passé de militante nous induisit dans une grave erreur d'analyse. Cette marxiste-léniniste, qui fut à la fin des années 1960 membre de l'Avant-garde révolutionnaire de Palmares (VRP), s'engagea activement dans la lutte armée contre la dictature, ce qui ne fut pas le cas de son prédécesseur.

Lorsqu'elle fut nommée chef de la Casa civil, l'équivalent français de Premier ministre, elle prit ouvertement position en faveur de l'avortement, connaissant la réalité du problème. À son arrivée à la tête du gouvernement, l'avortement clandestin était la seule possibilité pour les femmes pauvres de ce pays d'éviter une grossesse non désirée. Cependant, il fait chaque année des milliers de victimes. Cette situation ne touche pas la population féminine aisée qui, sans sortir du pays, peut se payer en toute sécurité cette intervention dans une clinique privée. Le président Lula fit comprendre à Dilma qu'il y avait des sujets bien plus importants pour le pays que le problème de l'avortement. Et surtout, il lui rappela qu'il avait été battu à l'élection de 1988 à cause d'une rumeur disant qu'il avait poussé sa femme à avorter. En militante disciplinée, elle obtempéra, pensant pouvoir faire passer cette réforme un peu plus tard.

Au cours de la campagne électorale, elle maintint une position ambiguë sur ce sujet. Catholiques et évangélistes, pour une fois unis, voulaient de la candidate du Parti des travailleurs des éclaircissements au sujet de sa position sur l'avortement. Dilma, comme l'appellent affectueusement les Brésiliens, oubliait cependant une chose. Si elle était la chef du gouvernement et future présidente, ce n'était pas elle qui gouvernait le pays. Les groupes de pression de tous les horizons, jouant chacun leur partition, ne laissent faire au président et à son gouvernement que ce qui leur convient ou ne les dérange pas outre mesure. Dans le cas de l'avortement, elle se trouva rapidement confrontée aux autorités religieuses catholiques et évangélistes. Les catholiques brésiliens, dans ce combat qu'ils considèrent toujours d'une importance capitale, obtinrent l'appui de l'ancien membre des jeunesses hitlériennes, Benoît XVI. Pour bien se faire comprendre et l'amener à changer de cap, ils appelèrent voter pour le candidat social-démocrate José Serra et pour la candidate écolo-évangéliste Marina Silva – tous deux étant depuis toujours de farouches adversaires de toute légalisation de l'avortement. Dilma se trouvait devant un choix cornélien. Elle continuait à défendre l'avortement et elle était sûre de perdre l'élection, ou elle se reniait et était élue. Elle choisit la seconde option. Rencontrant les chefs des Églises catholiques et évangélistes, elle s'engagea par écrit, si elle était élue, à ne rien faire en faveur de l'avortement.

Elle fit comme notre bon roi Henri IV. Si pour lui Paris valait bien une messe, pour elle, quelques milliers de cadavres de femmes n'allaient pas l'empêcher d'arriver au palais du Planalto, le palais présidentiel. Cependant, la différence entre le choix d'Henri IV et celui de Dilma est de taille. Si Henri IV, par son ralliement au catholicisme, essayait d'éviter de nouvelles guerres de religion, Dilma, avec sa soumission aux monothéistes, acceptait, sans sourciller, la mort de milliers de compatriotes femmes. L'histoire était déjà bien triste et les commentateurs et commentatrices de la télévision française ne trouvèrent rien de mieux que de venir ajouter leur grain de sel avec des commentaires qui montrent combien ils prennent les téléspectateurs pour des imbéciles. Pour eux, l'arrivée d'une femme à la tête du Brésil allait changer de façon substantielle la situation des femmes dans ce pays… Évoquant le combat de la nouvelle présidente contre la violence faite aux femmes, ils oubliaient cependant de nous dire celle que les institutions religieuses légitiment par leur refus d'accepter la légalisation de l'avortement, une violence tout aussi mortifère et dont les hommes sont, une fois de plus, à l'origine.

F.

Sciences

« La mission de la science est [...] *de planter* les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

La santé au péril de l'inégalité

Il est désormais faux de dire qu'en augmentant le PIB d'un pays on améliore son bien-être. Les travaux de l'épidémiologiste britannique Richard Wilkinson montrent clairement que les inégalités grandissantes de revenus ont des effets toxiques sur les sociétés : augmentation de l'anxiété, des troubles mentaux, de la consommation de drogues, de l'obésité et de la violence, diminution de l'espérance de vie, de la confiance, etc. Des résultats qui n'ont pas fini de faire couler de l'encre[1].

Pablo Servigne

Richard Wilkinson est ce que l'on pourrait appeler un « épidémiologiste social ». Il prend le pouls d'une société et tente de découvrir la cause de ses maux, étudiant notamment les déterminants sociaux de la santé. Après une longue carrière, il s'associe à Kate Pickett pour compiler l'ensemble des travaux de ce domaine dans un livre qui fera date[2]. Il affirme d'abord, chiffres à l'appui, que les pays les plus riches ne sont pas forcément en meilleure santé, et surtout qu'au-dessus d'un certain niveau de vie, le fait d'enrichir les populations n'augmente ni leur espérance de vie, ni leur santé, ni leur bonheur[3]. « *Lorsqu'on ne possède pas les biens nécessaires, il est très important d'avoir plus. Mais dans les pays riches, avoir toujours plus ne fait plus de différence.*[4] »

Par ailleurs – et c'est le résultat principal de son travail –, « *les sociétés qui offrent les meilleures conditions de vie à leurs citoyens sont celles qui ont les écarts de revenus les plus faibles (comme le Japon ou les pays scandinaves), à l'inverse, les sociétés les plus inégales (les États-Unis, le Royaume-Uni et le Portugal) ont les plus mauvais indicateurs de bien-être des pays riches* ». Il a comparé ainsi pas moins de onze indices de santé et de développement des vingt-trois pays les plus riches du monde et des cinquante États américains.

Un « agent toxique social généralisé »

Passons rapidement en revue ces onze indices. Les personnes vivant dans des sociétés plus égalitaires vivent plus longtemps (n° 1) et ont une plus faible proportion d'enfants qui meurent prématurément (n° 2). Dans les sociétés inégalitaires, les mères adolescentes sont beaucoup plus nombreuses (n° 3), les gens sont plus susceptibles d'utiliser des drogues illicites et de devenir dépendant à l'alcool (n° 4), d'éprouver des troubles mentaux (n° 5) et de devenir obèses (n° 6).

Dans un autre registre, les taux de criminalité des sociétés inégalitaires sont supérieurs, et les enfants sont davantage susceptibles d'expérimenter la violence (n° 7). La violence est le plus souvent déclenchée lorsqu'une personne ne se sent pas respectée ou se sent dévalorisée, méprisée, bafouée. Par ailleurs, les sociétés inégalitaires emprisonnent une plus grande partie de leur population (n° 8). L'emprisonnement est intéressant, car il ne mesure pas le taux de criminalité, mais bien le taux de sentences punitives d'une société. « *Remarquez que dans les grands médias, le problème des prisons est souvent abordé, mais très rarement sous l'angle de l'inégalité...* »

Les enfants des pays plus égalitaires réussissent mieux à l'école (n° 9) (scores en maths et en lecture, taux d'abandon au collège). La « mobilité sociale » (c'est-à-dire le fait de monter ou descendre facilement dans l'échelle sociale) est plus importante dans les sociétés plus égalitaires (n° 10). Wilkinson commente, un brin ironique : « *Il semble que le rêve américain soit beaucoup plus susceptible de rester un rêve pour les Américains que pour les personnes vivant dans les pays scandinaves.* » En réalité, « *les plus grandes différences de revenu rendent plus difficile l'égalité des chances, car ils augmentent la différenciation des classes sociales et leur cloisonnement.* »

Les collectivités (communities) sont plus cohésives et les gens se font plus confiance dans les sociétés égalitaires (n° 11). « *Les témoignages sur les inégalités en ce qui concerne la confiance, la vie communautaire et la violence racontent toujours la même histoire. L'inégalité divise les gens en augmentant les distances sociales et les différences de niveau de vie. Cela augmente la ségrégation résidentielle entre riches et pauvres, elle augmente aussi les distances physiques.* »

« *Ce qui surprend les gens, c'est à quel point il y a des différences entre les pays riches.* » En effet, il ne s'agit pas de petites variations : « *Les différences ne sont pas de l'ordre de 20 % ou 30 %, les pays égalitaires font trois à dix fois mieux que les pays inégalitaires ! La raison est simple, c'est l'ensemble de la population qui est touchée par l'inégalité. Les pauvres sont plus touchés, évidemment, mais*

les riches aussi voient leur qualité de vie diminuer parce qu'ils vivent dans un pays inégalitaire. »

L'inégalité est donc un « agent toxique social généralisé ». Et cette pollution coûte cher ! « *Vous savez combien gagnerait la Grande-Bretagne à être aussi égalitaire que le Danemark ? Quatre milliards de livres sterling.* » Wilkinson poursuit sa démonstration : « *Si le Royaume-Uni devenait une société plus égalitaire, nous serions dans une bien meilleure situation. Ces résultats suggèrent que si nous réduisons de moitié les inégalités de revenus, les taux de criminalité et d'obésité seraient divisés par deux, les maladies mentales diminueraient de deux tiers, l'emprisonnement de 80 %, les grossesses des adolescentes de 80 % et le niveau de confiance dans la population augmenterait de 85 % !* »

Quand la toxicité sociale atteint l'individu

Mais quel serait le lien de cause à effet entre inégalité et mauvaise santé ? La clé est le stress provoqué par la perception que d'autres jouissent d'une meilleure situation, sapant ainsi l'estime que l'on a de soi. De plus, l'inégalité rend les relations sociales plus tendues à cause des différences de statut, de la compétition et de la violence qu'elle génère. Pour répondre à l'exclusion, les classes inférieures vont aussi dépenser beaucoup d'énergie à maintenir des apparences sociales. Consommer beaucoup implique de travailler beaucoup, et donc de se soumettre à un rythme de travail, à un patron…

Le stress est une réaction biologique normale. « *Le corps libère une hormone, le cortisol, qui augmente la pression artérielle et le taux de sucre dans le sang. C'est sans conséquences si cela dure dix minutes. Mais si le stress dure des mois, il affecte profondément la santé des personnes qui le subissent et de graves problèmes de santé apparaissent* », explique Wilkinson[5]. Cette réponse au stress a été très bien étudiée chez les singes. Ceux ayant un statut inférieur dans la hiérarchie sociale deviennent prédisposés à l'athérosclérose et à des maladies cardiovasculaires. Il est aussi montré que le cortisol prédispose certaines personnes à des maladies mentales ou à des comportements violents. Dépression, peur, méfiance, violence viennent alors perturber la machine sociale. Enfin, le cortisol transmet aussi le stress au fœtus, avec des conséquences durables sur le développement physique et émotionnel de l'individu en devenir…

L'argument est tranchant comme un bistouri : l'inégalité nuit gravement à la santé d'une société. Comme un médecin conforté par une médecine basée sur les preuves (*evidence-based medicine*), Wilkinson invente ce que l'on pourrait appeler la politique basée sur les preuves (*evidence-based politics*). L'égalité n'est plus seulement un problème éthique, c'est un problème de santé publique.

La suite ?

Le problème est maintenant de savoir avec quels moyens on favorise l'égalité des revenus. Le livre explique bien que certains pays n'ont pas la même manière de fabriquer de l'égalité. Au Japon, par exemple, l'égalité apparaît avant les impôts, c'est-à-dire par de faibles écarts de revenus, alors qu'en Suède, l'égalité (comparable au Japon) est atteinte après les impôts, par la redistribution. « *Il ne faut pas voir uniquement les impôts, on peut aussi imaginer d'empêcher les entreprises de prospérer…* » Toujours dans une perspective à court terme ou même « réformiste » de renforcement de l'État-providence, on peut aussi exiger, par exemple, tels Hervé Kempf ou Paul Ariès[6], un revenu maximal admissible (RMA). Et l'on ne manquera pas d'entendre les éditorialistes patentés hurler à l'unisson : « *Mais c'est une hérésie ! Vous voulez tuer l'économie de la France ?!* »

« *On est ici au cœur du débat : pour la droite libérale, l'inégalité est source d'efficacité économique, car elle permet aux meilleurs de donner la mesure de leur talent ; pour la gauche, c'est l'égalité qui est source d'efficacité économique, car les individus agissent de concert.*[7] »

Au rythme où vont les choses, on peut aussi sérieusement envisager une perspective révolutionnaire dans un avenir pas si lointain que ça. La tension monte et les situations insurrectionnelles (ou potentiellement insurrectionnelles) se multiplient autour du globe. La révolution est effectivement la manière la plus efficace de construire rapidement de l'égalité au sein d'une société. L'exemple des premières années de la révolution cubaine est à ce titre très beau. Mais le risque de voir l'après-insurrection dégénérer en pouvoir totalitaire et/ou en chaos ultracapitaliste est aujourd'hui très grand : d'un côté, l'élite a conquis un pouvoir et une force de frappe gigantesque, et de l'autre l'imaginaire libertaire populaire nécessaire à la construction d'une autre voie a été (il faut bien le reconnaître) efficacement et méthodiquement étouffé.

Il est donc urgent de prendre le temps de préparer les bouleversements à venir, qu'ils soient insurrectionnels ou pas. C'est un travail qui se mène aussi bien dans l'imaginaire que dans la rue.

P. S.

---

1. Cet article est largement inspiré d'une analyse plus détaillée des travaux de Wilkinson, « L'inégalité économique, un agent socialement toxique », *Barricade*, décembre 2010. Le texte est disponible sur www.barricade.be. L'association Barricade est un centre culturel en résistance à Liège qui développe depuis peu une activité de recherche et d'analyse.

On trouve tous les détails des recherches de Wilkinson et Pickett, les résumés, les graphiques, les arguments, la foire aux questions et les données brutes sur www.equalitytrust.org.uk

2. Richard G. Wilkinson et Kate Pickett, *The Spirit Level. Why More Equal Societies Almost Always Do Better*, Penguin Books, 2009. Il a déjà eu au moins trois sous-titres différents suivant les éditions et les pays : *Why Greater Equality Makes Societies stronger* (Pourquoi une plus grande égalité rend les sociétés plus fortes) ; *Why More Equal Societies Almost Always Do Better* (Pourquoi les sociétés plus égalitaires font presque toujours mieux que les autres) et *Why Equality is Better for Everyone* (Pourquoi l'égalité est un avantage pour tout le monde).

3. Voir aussi le chapitre 3 du livre de Tim Jackson, *Prospérité sans croissance*, De Boeck/Etopia, 2010.

4. Richard Wilkinson est venu présenter son livre à la Confédération européenne des syndicats (conférences ETUI) à Bruxelles le 28 septembre 2010. Toutes les citations de Wilkinson sont issues de cette conférence.

5. Les effets biologiques du stress causé par l'inégalité sont décrits en détail dans le petit livre percutant de Wilkinson, traduit en français, *L'Inégalité nuit gravement à la santé*, Cassini, 2002. Lire aussi en français *L'égalité c'est la santé*, Demopolis, 2010.

6. Hervé Kempf, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Seuil, 2009 ; Paul Ariès, « La révolution par la gratuité », *Contretemps* (disponible sur le site www.contretemps.eu/interventions/revolution-par-gratuite). Voir aussi www.salairemaximum.net

7. Entretien avec Hervé Le Bras, *Books magazine*, n° 17, novembre 2010, p 37.

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

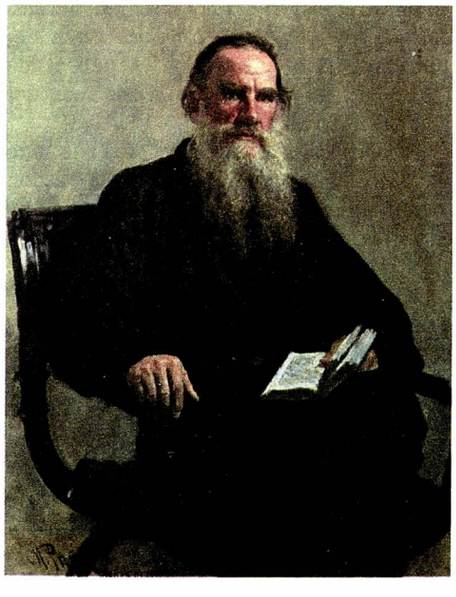
Tolstoï

Prophète d'une nouvelle ère (1/2)

En 2010, on a célébré les cent ans de la mort de Léon Tolstoï. Pour lui rendre hommage nous publions un article de Rudolf Rocker, republié en décembre 2010 dans *Tierra y Libertad*, et traduit de l'espagnol par notre camarade Ramon Pino du groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste. Le texte ci-dessous en est la première partie, la seconde sera pour le prochain numéro.

Rudolf Rocker

Chaque fois que je lis un des travaux philosophiques de Tolstoï je me souviens d'un conte d'Erich Gustavensen, *Le Bal masqué*. Un certain comte richissime offre un bal masqué à ses nombreux amis. Dans le grand et beau salon décoré, la vie s'écoule en toute insouciance. Les couples dansent au son d'une musique douce ; partout ce n'est que bonne humeur, rires et joie. Mais brusquement apparaissent au milieu de la joyeuse assemblée deux nouveaux masques : un clown et un moine. Personne ne sait d'où ils sortent, s'ils ont été invités, ni qui ils sont ; cependant chacun sent quelque chose d'étrange, de froid et de terrible lui glacer le cœur, quelque chose qui ne s'harmonise pas avec l'allégresse ambiante. Les deux personnages masqués se promènent à travers la salle, et chuchotent à l'oreille de tous ceux qui les approchent des mots qui brûlent comme le feu du foyer. Le clown critique avec une ironie cruelle les aspects ridicules et mesquins du caractère de chacun, arrachant sans pitié le voile recouvrant les pensées, les désirs et les espoirs les plus intimes ; le moine, de son côté, touche par ses remarques les blessures profondes enfouies dans chaque cœur, faisant sentir à tous que la joie extérieure ne peut étouffer la douleur intérieure.



Chacun de ceux auxquels se sont adressés les deux étrangers reste en silence dans un coin et oublie la joie bruyante du bal. Chacun est touché comme jamais au plus profond de lui-même. Plus tard, après la disparition des deux intrus, la plupart des convives oublient ce qui vient de se passer, mais certains gardent un air soucieux et rentrent pensifs chez eux.

Tolstoï fait aussi partie du petit nombre qui a pris un air grave au bal masqué de la civilisation moderne, un de ceux qui sont rentrés chez eux en méditant, et qui ne reviendront jamais. Lui aussi a écouté les voix mystérieuses qui ont chuchoté à son oreille, et il a senti l'ironie amère, passionnée et cruelle du clown et la tristesse désespérée, le sérieux douloureux des paroles du moine. Et cette révélation intérieure a influé sur ses sentiments les plus intimes, sur chaque nerf de son activité intellectuelle, créant et développant en lui cet esprit prophétique et cette grande force morale qui en appellera si puissamment à la conscience de notre époque.

Il y a peu d'écrivains chez qui cette compréhension se soit révélée de manière aussi forte que chez Tolstoï. Précisons tout de suite qu'il ne s'agit pas de simples descriptions, mais d'expériences intimes, de souvenirs de l'âme, qui deviennent sous la main créatrice de l'artiste une œuvre d'art vécue.

Les principales œuvres de Tolstoï portent toutes une marque autobiographique, qui s'affirmait de plus en plus avec l'âge.

Sa première contribution à la littérature, *Enfance*, révèle immédiatement le regard génial du véritable artiste. L'analyse délicate de l'âme enfantine que Tolstoï nous offre dans cette œuvre, fait partie des créations les plus profondes et pures de la littérature moderne. Irteniev, le protagoniste du roman, c'est Tolstoï lui-même nous expliquant avec une force poétique admirable, comment le monde qui nous entoure, avec ses phénomènes et ses événements, se reflète dans l'âme d'un enfant. Dans les suites de cette œuvre, *Adolescence et Jeunesse*, la démarche autobiographique est encore plus évidente, de même que sa merveilleuse capacité à décrire les plus infimes détails, sans aucun préjudice pour l'harmonie artistique globale de l'œuvre. Cette capacité extraordinaire, qualité de tout grand artiste, se remarque dans tous les travaux de l'écrivain russe. Ses admirables paysages et scènes du Caucase, où il servit comme officier, sont des tableaux littéraires au plus grand sens du terme. Dans les deux écrits décrivant le siège de Sébastopol, auquel l'auteur prit part en sa qualité d'officier de l'armée russe, Tolstoï traite pour la première fois des aspects mystérieux et tragiques de la vie. Dans cette description éminemment originale de la guerre, basée sur les plus fines observations psychologiques, on devine déjà le futur créateur du formidable *Guerre et Paix*. Mais Tolstoï devra encore suivre les cours d'une autre école de la vie avant que mûrisse la philosophie grandiose composant le cœur de cette œuvre.

À son retour de Sébastopol en 1856, Tolstoï devint un des favoris de la haute société. À Saint-Pétersbourg il fut reçut comme un des « héros »

qui avaient prit part aux combats sanglants de Sébastopol, et en même temps comme le jeune et talentueux écrivain à qui les meilleurs critiques russes prédisaient un brillant avenir. Que le jeune artiste n'ait pas apprécié le militarisme se devinait déjà au travers de ses scènes de guerre ; mais il n'avait pas encore d'idée précise, d'idéal pour l'avenir. Dans la capitale russe il s'adonna passionnément à la vie de la jeunesse aristocratique ; il fréquentait les cafés luxueux et les lieux de plaisir où le vin et les femmes sont les deux pôles autour desquels tout gravite. Durant quelque temps le jeune écrivain trouva des satisfactions dans cette poursuite incessante de nouveaux plaisirs raffinés ; mais il finit par ressentir l'inévitable répugnance qu'inspire cette existence vaine, vide de contenu spirituel. Un caractère comme celui de Tolstoï ne pouvait être englouti dans l'immense bourbier de cette société qui se proclame avec orgueil « classe privilégiée ». Il comprit que cette vie n'était qu'un tumulte capable d'étourdir provisoirement l'esprit et de perdre l'âme ; mais un caractère bien trempé, qui exige plus de la vie, ressentira le désespoir plus profondément, une fois l'agitation passée.

Dans les œuvres que Tolstoï a créées à cette époque, il est facile de percevoir la recherche de quelque chose de neuf : progressivement, on a l'impression qu'un enterré vivant lutte de toutes ses forces pour rejoindre l'endroit où il entrevoit un faible rayon de lumière. Le rayon disparaît de temps en temps mais il réapparaît toujours.

Ce qui poussa finalement Tolstoï à quitter la Russie pour voir de près la vie en Europe occidentale, ce fut sans doute l'insatisfaction personnelle, la vacuité d'une existence qui ne pouvait déjà plus le satisfaire. La culture de l'Europe occidentale représentait alors l'idéal des classes instruites de Russie, et plus la jeunesse cultivée sentait la terrible ignorance et la situation désespérée des masses paysannes russes, plus lumineuses lui semblaient la vie sociale et politique, l'éducation et la science de l'Europe occidentale. Et effectivement, presque tous furent éblouis par le colossal progrès technique et industriel de ces pays, par les milliers de résultats d'une science rationnelle et par les principes modernes de la politique de cette partie de l'Europe.

Mais Tolstoï ne trouva pas là-bas la solution aux graves problèmes qui lui avaient ôté sa tranquillité intérieure. Son regard vif et critique perçut tout de suite que cette brillante civilisation européenne n'était rien d'autre qu'un voile recouvrant la barbarie sociale. Il commença à se rendre compte que cette fameuse culture se basait sur la misère de millions d'esclaves salariés qu'une fausse science considérait comme un mal nécessaire. Il voyait que le prolétariat, entassé par la pauvreté dans les grands centres de l'industrie européenne, était chaque fois un peu plus arraché à la terre et à la nature, et à cause de cela, perdait lentement tout contact avec l'ensemble des événements. Il sentait que l'homme qui perd toute relation avec la nature n'est qu'une fleur arrachée à la terre fertile : comme elle, il se fane et il meurt.

Tolstoï a été un des rares à ne pas s'être laissé aveugler par le progrès technique et industriel d'une période transitoire. Toute la cruelle injustice de cette soi-disant culture se révéla subitement à ses yeux, et il comprit de plus en plus nettement qu'il ne trouverait pas là une réponse claire aux grandes questions qu'il se posait.

En Russie, Tolstoï avait déjà compris que le petit cercle de parasites oisifs de ce qu'on appelait la « haute société » était en dehors du grandiose et mystérieux processus de la vie. Cette conviction s'enracina encore plus en lui, après avoir connu l'Europe occidentale. Il commença à se rendre compte que ces masses obscures, méconnues, asservies et méprisées composent en réalité le terrain fertile d'où surgissent toutes les grandes aspirations, toutes les innovations de la vie et des formes sociales. C'est parmi ces masses, ignorées, incomprises que l'on peut trouver la racine de tout idéal. Tout grand mouvement est né au sein des masses ; elles ont été l'espoir, la base de toute culture, de toutes les transformations. L'esprit des masses a fait bouger des millions et des millions d'individus, leur proposant les mêmes convictions, les mêmes désirs, la même nostalgie. C'est cet esprit qui a déterminé le caractère des plus grandes périodes de l'histoire de l'humanité, et tout ce qu'a créé le génie de l'individu a été inspiré et développé par cette force mystérieuse qui vit et respire au plus profond de la vie sociale.

La formidable œuvre de Tolstoï, *Guerre et Paix*, est fondée sur cette philosophie des masses ; c'est la conséquence logique d'une telle conviction. Ce merveilleux travail artistique expose sous nos yeux, tel un panorama gigantesque, l'histoire de la Russie de 1805 à 1812, période colossale de la vie des peuples européens pendant laquelle les canons imposaient partout la sanglante et implacable loi de la guerre. Il ne s'agit pas d'un roman historique au sens habituel du mot ; c'est un tableau grandiose créé par l'un des plus grands peintres qui a compris et insufflé la vie à chaque détail, à chaque caractère, sans oublier pour autant la grande et gigantesque idée fondamentale de l'œuvre totale.

Dans *Guerre et Paix*, Tolstoï détruit la foi qu'ont les pragmatiques dans les héros, la foi de ceux qui ne voient dans l'Histoire que les « grandes personnalités » et ignorent complètement la vie et les aspirations des masses. À tous ceux qui ont pu lire avec enthousiasme le livre de Carlyle sur les héros, je conseille de lire immédiatement la vigoureuse œuvre de Tolstoï et il est sûr qu'ils seront guéris de leur foi dans les êtres élus. Tolstoï connaissait d'expérience la guerre ; lui-même en avait vu toutes les manifestations et savait pour cela que ceux qu'on nomme « héros » de l'Histoire, ne sont que des hommes, et parfois des hommes insignifiants, qui connaissent l'art de se parer des mérites des autres, de ceux, méconnus et oubliés de l'Histoire, mais qui sont en réalité ceux qui « font l'Histoire ».

Je ne connais aucune œuvre de la littérature ancienne ou moderne dans laquelle l'action mystérieuse des masses, ses aspirations intimes et ses sentiments aient trouvé une expression aussi puissante et inoubliable que dans cette œuvre géniale. Et quelle richesse dans les couleurs et les scènes ! Les sanglants champs de bataille d'Austerlitz et de Borodino (plus connue en France sous le nom de bataille de la Moskova – *NdT*), l'incendie de Moscou, la terrible retraite de Napoléon et tous les sombres événements de cette époque sont décrits avec une incroyable précision, témoignant de la malédiction des peuples et dénonçant cet assassinat organisé : la guerre.

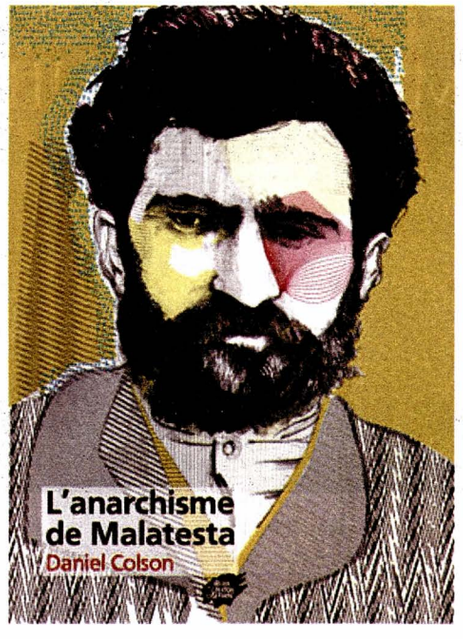
R. R.

Malatesta, encore et toujours

À propos du dernier livre de Daniel Colson

Errico Malatesta (1853-1932) est probablement l'un des théoriciens les plus importants de l'anarchisme. Sa philosophie, loin de se cantonner à des spéculations métaphysiques abstraites, est imprégnée d'une pratique politique constante d'autant plus riche qu'elle a traversé des périodes historiques cruciales. L'expérience militante de Malatesta a vécu la jonction entre le socialisme des débuts et celui qui accouche du bolchevisme, mais aussi entre la république bourgeoise et le fascisme. Au sein de la Première Internationale, le jeune Malatesta côtoie Bakounine ou James Guillaume. En 1877, il tente, aux côtés de Cafiero ou de Stepniak, une insurrection dans un village du Mezzogiorno. Dans le dernier quart du XIXe siècle, il participe à la construction du communisme libertaire aux côtés de Kropotkine ou de Reclus, non seulement en Italie, en Confédération helvétique ou en Angleterre (1880-1884), mais également en Argentine (1885-1889). Au congrès anarchiste d'Amsterdam (1907), il clarifie les rapports entre anarchisme et syndicalisme sur le plan à la fois idéologique et stratégique. Lors du premier quart du XXe siècle, il participe activement aux actions du mouvement ouvrier révolutionnaire (Bienno Rosso, communes d'Ancône et de Fiume, conseils ouvriers…), puis il est condamné à l'isolement par le fascisme.

La philosophie malatestienne s'imprègne de cette histoire considérable jalonnée de rencontres, d'emprisonnements, d'actions et d'organisations. Il en résulte un pragmatisme à dimension synthétique et qui refuse de s'en tenir à l'opportunisme, ou bien de verser dans le dogmatisme. La pensée libre de Malatesta reste confrontée à la liberté envisagée non pas comme une vertu ontologique — pure, idéelle, éternelle, inchangée — mais portée par la façon dont la vivent les hommes et les femmes dans leur rapport à la justice. C'est la volonté qui permet l'application possible, envisageable mais non programmée, de cette aspiration. C'est elle que Daniel Colson, arrivant enfin à Malatesta après Proudhon, Nietzsche, Spinoza ou Bakounine, met en exergue dans son dernier livre [1].



Il nous en livre une minutieuse exégèse à partir des textes qu'il considère comme clefs, en particulier *Nécessité et Liberté* (1925), *Qu'est-ce que l'anarchisme?* (1891), *Réponse à la Plateforme* (1927) et *À propos de Pierre Kropotkine* (1931). Les trois derniers sont rassemblés à la fin du livre, ce qui est en particulier heureux pour le texte sur Kropotkine qui était jusque-là difficile à trouver *in extenso*, bien qu'étant essentiel. Colson met en lumière l'apport réflexif d'un Malatesta critiquant à la fois un positivisme de type mécaniste, que l'on peut retrouver chez les scientifiques classiques ou chez les marxistes, et un évolutionnisme optimiste considérant l'anarchie comme inévitable ou consubstantielle au devenir humain, tel qu'on le retrouve chez Kropotkine (auquel on peut ajouter Élisée Reclus, dans une moindre mesure). Ni fataliste, ni déterministe, le volontarisme malatestien témoigne des choix qui s'offrent à l'individu et à la société.

Mais d'où vient cette volonté? C'est là que l'analyse de Daniel Colson se déploie dans toute sa finesse et sa complexité, parfois touffue ou elliptique. Évitant de s'en tenir au seul Malatesta dont la pensée s'est précisément nourrie de l'histoire anarchiste et globale, il s'appuie également sur Bakounine, et surtout sur Proudhon, pour nous aider à le comprendre, ou encore sur des philosophes contemporains comme Deleuze ou Foucault. L'un des grands intérêts de la démarche de Colson est d'établir les continuités entre les théoriciens anarchistes sur le plan philosophique, au-delà des divergences qui peuvent êtres liées à des questions datées de tactique ou de stratégie, mais aussi les prolongements avec des penseurs plus récents dont la réflexion fait sens avec l'anarchie, avec eux ou malgré eux. Pour aller plus loin encore, plusieurs passages appellent à une lecture de Georges Palante, notamment sa *Sensibilité individualiste* (1909), chapitre « Anarchisme et Individualisme » (1907), ou encore « Pessimisme et Individualisme », (1914), exhumés par Michel Onfray et Jean-Pierre Jackson[2].

Même si l'on ne partage pas toutes les remarques de Daniel Colson, qu'on se gardera bien de dévoiler sous peine de se priver d'une telle lecture et des débats que celle-ci devrait susciter, disons brièvement que le volontarisme malatestien débouche politiquement sur une conception de l'organisation anarchiste spécifique qui recherche l'équilibre délicat entre les différentes nécessités ou tendances. On ne peut donc espérer qu'avec plus de vigueur encore la traduction en français du livre monumental rédigé par Nico Berti sur Malatesta[3].

Philippe Pelletier

1. Daniel Colson, *L'Anarchisme de Malatesta*, Lyon, Atelier de Création Libertaire, 2010, 178 pages.

2. Georges Palante, *Œuvres philosophiques*, Paris, Coda, préface de Michel Onfray, 2004, 900 pages.

3. Gianpietro Nico Berti, *Errico Malatesta e il movimento anarchico italiano e internazionale* (1872-1932), Milano, Franco Angeli Editore, 2003, 816 pages.

Yuka

YUKA, EN QUECHUA, ça veut dire « eau ». L'eau, c'est le sujet central de *Même la pluie* (titre original : *También la lluvia*), cinquième film réalisé par Iciar Bollain, que l'on a aussi connu comme actrice (second rôle féminin dans *Land and Freedom*). Elle s'est d'ailleurs appuyée sur un scénario de son compagnon Paul Laverty, qui se trouve être le scénariste attitré de Ken Loach. Comme on peut s'en douter, la lutte des classes est à l'ordre du jour.

En résumé, une équipe cinématographique espagnole vient tourner un film en Bolivie (à Cochabamba), retraçant l'arrivée des conquistadors en Amérique. On assiste donc au film, et au film du film, où l'on voit évoluer des centaines de figurants indigènes (réalisme et financement à moindre coût obligent). Par ailleurs, ces figurants sont confrontés dans leur « vraie vie » à une forte augmentation du prix de l'eau (+ 300 %, excusez du peu !), augmentation provoquée par la privatisation du réseau de distribution, suite à un accord entre l'État et une multinationale nord-américaine : Bechtel. D'où protestations, émeutes et révolte des habitants/figurants contre les autorités.

Trois films pour le prix d'un, ça ne se refuse pas. Nous sommes entraînés dans des allers-retours sur cinq siècles, qui nous permettent de constater que depuis 1492 peu de choses ont vraiment changé : les Indiens, quand ils ne sont pas massacrés, sont copieusement exploités. Même l'eau de pluie (d'où le titre du film) récupérée dans des puits par la population doit passer sous contrôle d'entreprises privées (ici Bechtel), ce qui déclenche une guerre de l'eau. (Guerre qui, depuis, est en train de gagner tout le continent latino-américain, notamment le Pérou et le Mexique.)

Tout y est : pour la partie historique, le massacre des Indiens, leur mise en esclavage ; pour la partie actuelle, leur exploitation, la mondialisation, la lutte des femmes en appui à celle des hommes etc.

On assiste au fil des événements aux changements de comportements des personnages : les acteurs interprétant Christophe Colomb et le prêtre Bartolomé de las Casas déclament des textes enthousiasmants, voire grandiloquents, mais sitôt le moteur coupé, tiennent des propos blasés ou apeurés devant les combats de rue. Sebastián, le réalisateur (interprété par Gael García Bernal, toujours aussi beau gosse), ne pense qu'à finir son film et oublie peu à peu ses bons sentiments du début. Costa (interprété par Luis Tosar) fait lui le chemin inverse, et abandonne son cynisme originel pour aider la famille de Daniel, principal figurant indigène de son film. Daniel, lui, ne change pas : candidat figurant, il dit non ; acteur principal, il dit encore non ; leader de la révolte, il dit toujours non. Et quand il fait le bilan des luttes, il constate simplement que la victoire se paie au prix fort.

Bref, vous l'avez deviné, il s'agit d'un film à aller voir toutes affaires cessantes, d'autant plus que la guerre de l'eau s'étend sous diverses formes (Afrique, Amérique latine, sud des États-Unis, et ne nous faisons pas d'illusions, elle est également commencée chez nous), et que, comme le dit un des protagonistes révoltés du film, c'est la dernière étape avant la privatisation de l'air que nous respirons.

Une lueur d'espoir malgré tout : les émeutes évoquées ont eu lieu à Cochabamba en 2000, et ont provoqué le recul des autorités et de la multinationale Bechtel qui a dû quitter la Bolivie avec armes et bagages, et ça, c'est pas du cinéma.

Ramon Pino
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

C'est pas du cinoche !

La bataille d'Alger

Presque cinquante ans après sa décolonisation, la population algérienne doit toujours lutter contre les oppresseurs. Cela fait déjà longtemps que les Kabyles luttent, un peu seuls, contre le régime en place. Cette fois-ci, il s'agit, après la lutte contre les barbus, toujours d'actualité, de lutter contre les dirigeants. La Tunisie voisine connaît le même élan de libération, malgré les morts et la répression. Soyons solidaires des populations algérienne et tunisienne !

Les pirates du rail

Julien Coupat et Yildune Levy, mis en examen dans « l'affaire Tarnac », avaient demandé une reconstitution de leur filature, dont ils contestent la véracité du PV qui en avait été fait et qui est une pièce centrale de l'accusation. À l'issue de 5 heures passées sur place, entourés d'un fort dispositif policier, les avocats des deux accusés ont conclu à un « *simulacre de reconstitution* ». On se demande encore si la direction de la SNCF va oser les attaquer en justice pour les chutes de neige de cet hiver.

Un air de famille

Le Pen passe la main : après une carrière politique plus que sulfureuse, pur produit du spectacle politico-médiatique hexagonal, c'est au congrès de Tours qu'un nouveau chef devra diriger un parti qui s'est fait piquer ses idées par l'UMP. Si la direction du parti devrait rester dans le giron familial, et si cette nouvelle tête devrait occasionner de nouveaux départs du parti, n'oublions pas que le danger de cette formation politique n'est pas qu'elle arrive au pouvoir, mais que ses idées y soient déjà.

Brice de Nice

Trépignant en attendant une hypothétique vague électorale aux élections cantonales de mars 2011, la liste Nissa rebella, menée par le triste sire Philippe Vardon (une huile du Bloc identitaire) fera finalement des alliances à Nice avec la liste de Jacques Peyrat. Ce dernier, vieux briscard de l'extrême droite la plus radicale (passage à l'OAS, au FN, etc.), a réussi à synthétiser à lui tout seul les valeurs du FN et de l'UMP qui, comme on le sait, n'ont de différent que l'emballage. Pour les identitaires, qui se prétendent volontiers « rebelles », l'alliance avec ce vieux notable au parcours entaché « d'affaires » en tous genres, c'est un bel aveu que cette stratégie de la main (ou du bras) tendue.

Bibo

Après la casse de nos retraites, la politique de la matraque !

Suite au mouvement de lutte contre la casse des retraites, la répression continue de s'abattre sur ceux qui ont mené les actions les plus offensives durant l'automne 2010, à Chambéry (Savoie) et ailleurs. Cinq membres du Collectif chambérien unitaire interpro et citoyen (CCUIC) sont aujourd'hui poursuivis, faisant suite à des dizaines d'arrestations dans les rues de notre petite ville, qui a connu en octobre et novembre des journées de révolte et de manifestations hors du commun. Le pouvoir en place poursuit la logique de répression qui lui est chère, cherchant à discréditer un mouvement social d'ampleur en criminalisant des individus. En ciblant des personnes et en usant aujourd'hui de l'arme judiciaire, le pouvoir et ses sbires tentent de nier la dimension politique et collective des actions menées. Face à cette logique, nos moyens sont l'entraide et la solidarité ! Le CCUIC, construit autour de la pratique d'actions directes et de blocages économiques, poursuit la résistance : des assemblées générales bihebdomadaires rassemblent encore une cinquantaine de personnes aujourd'hui et le collectif accueillera le 22 janvier prochain la prochaine rencontre nationale des AG et collectifs de lutte nés durant le mouvement.

Le jeudi 27 janvier 2011, cinq militants syndicaux et un journaliste sont convoqués devant le tribunal correctionnel de Chambéry. Leur crime ? Occupation des voies en gare de Chambéry le 2 novembre 2010 (plainte de la SNCF). Pour ces faits, le procureur les a envoyés sur le banc des accusés, en vertu d'une loi de 1845 qui punit d'une peine pouvant aller jusqu'à 6 mois d'emprisonnement ceux qui auraient «troublé ou entravé la mise en marche ou la circulation des trains». Au lendemain du mouvement social de l'automne, le pouvoir règle ainsi ses comptes, en envoyant militants syndicaux et journalistes devant les tribunaux.

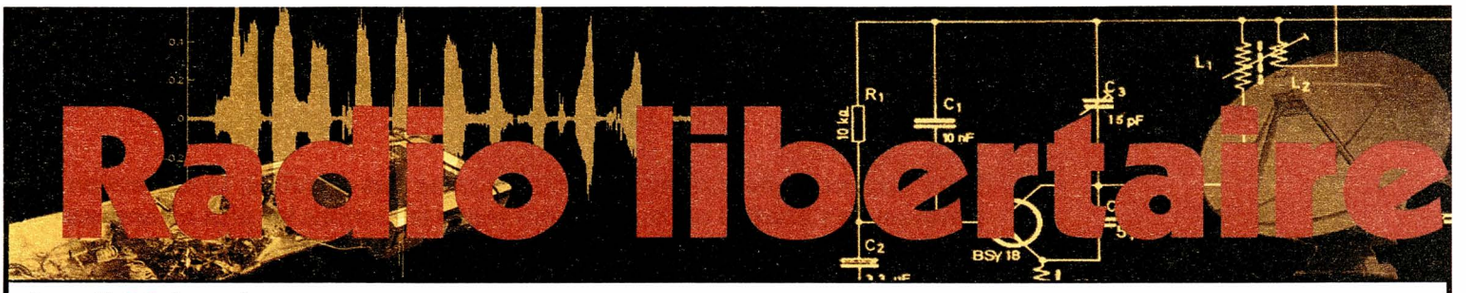
Non à la criminalisation du mouvement social et syndical !

Après les lois sur le service minimum qui affaiblissent considérablement les mouvements de grève, après les provocations policières particulièrement manifestes cet automne, le gouvernement fait donc un pas de plus dans sa volonté de criminaliser l'action syndicale et la lutte sociale. Les différentes modalités d'action, dans le cadre d'un mouvement de grève, sont légitimes et courantes, surtout devant un gouvernement sourd. Il est scandaleux que des responsables syndicaux puissent, sur ce simple prétexte, être envoyés devant les tribunaux. C'est réprimer des individus pour criminaliser tout un mouvement. Il est tout aussi inadmissible que le pouvoir fasse poursuivre des journalistes pour le seul fait d'avoir été présents sur les lieux d'une action menée dans le cadre d'un des plus grands mouvements sociaux que notre pays ait connu depuis 1995, ce qui constitue une tentative manifeste d'intimidation des médias. Parce que les libertés du mouvement syndical et de la presse sont essentielles dans une démocratie, le Collectif unitaire interpro et citoyen (CUIC) de Chambéry appelle toute la population à manifester son soutien aux accusés et à demander l'arrêt des poursuites, en participant au rassemblement qui aura lieu le jeudi 27 janvier à 8 heures devant le palais de justice de Chambéry.

Collectif chambérien
unitaire interpro et citoyen

La Fédération anarchiste s'agrandit

Une nouvelle liaison de la Fédération anarchiste est présente dans le département des Pyrénées-Orientales. La liaison John Cage, du nom du compositeur, poète et plasticien anarchiste américain, est implantée à proximité de Perpignan.
Vous pouvez la contacter par courriel à l'adresse à john-cage@federation-anarchiste.org ou par courrier postal à FA-RI, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Jeudi 20 janvier

Chronique hebdo (08 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Désarmer unilatéralement avec les chansons du Soldat mécontent.

Les enfants de Stonewall – BodyFreaks (19 h 30) Les Corps Déjantés. Émission abordant des thématiques trans, intersexe ou de genre en général (3e jeudi du mois).

Vendredi 21 janvier

A las barricadas (09 h 00) Chroniques de la révolution espagnole.

Les oreilles libres (14 h 30) Musiques engagées. Pour un rock libertaire…

Koumbi (16 h 00) Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Offensive (21 h 00) Libertaire et sociale…

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain. Par Nathalie McGrath.

Samedi 22 janvier

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) Roger Dadoun : L'érotisme. De l'obscène au sublime. Anarchie et sexualité : un regard libertaire sur les sources universelles et les figures illimitées de l'Éros avec Roger Dadoun.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales, 11 h 30-12 h 30 : Situation sociale en Tunisie ; 12 h 30-13 h 30 : Dans le monde, une classe en lutte.

Tribuna Latino Americana (19 h 00) Actualité politique de l'Amérique latine et indigène.

Tormentor (21 h 00) Musique métal Dark, électro-industriel et autres sons métalliques.

Dimanche 23 janvier

Tempête sur les planches (14 h 00) Actualité du théâtre. Avec la chorégraphe Nacera Belaza à propos de sa nouvelle pièce, *Le Temps scellé*.

Le Mélange (17 h 00) L'émission de toutes les musiques.

Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Musiques celtiques.

Lundi 24 janvier

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) Rediffusion de l'entretien de Jean Rollin avec Paul Sanda (Éditions Rafaël de Surtis).

Trous noirs (16 h 00) Mémoire sonore. Georges Fontenis, après un long parcours sinueux dans le communisme libertaire, est récemment décédé. Nos compagnons Julien et Ramon analysent les pratiques et les choix de ce militant.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. Par le syndicat CNT santé-social et collectivités territoriales.

Mardi 25 janvier

Artracaille (11 h 00) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Nos enfants sous haute surveillance. Invitée : Sylviane Giampino, de l'association "Pas de 0 de conduite" et auteur (avec Catherine Vidal) de l'ouvrage *Nos enfants sous haute surveillance* (août 2009, Albin Michel, 288 pages).

Pas de quartiers… (18 h 00) Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine… L'émission du groupe Louise Michel invite Frédéric Joi à nous démontrer en direct pourquoi Jésus, ainsi que tous les agenouillardistes qui le vénèrent, sont cliniquement fous. Tous à vos goupillons à transistors !

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Énergie). L'émission qui vous doit plus que la lumière.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique populaire des années soixante.

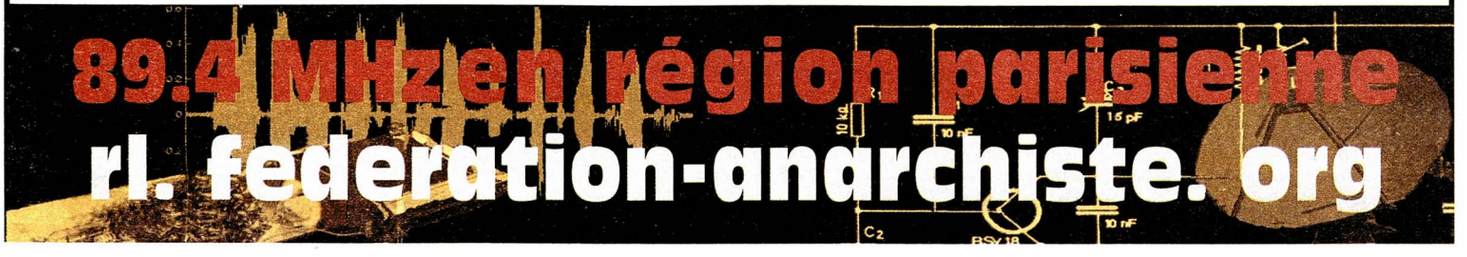
Mercredi 26 janvier

Blues en liberté (10 h 30) Son House, guitare métallique et blues.

Le manège (14 h 00) Littérature et cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent, « Les engagements féministes face aux intégrismes et aux pouvoirs politico-religieux : solidarités, acquis et limites » (2e partie) ; avec Monique Dental et Marie Josée Salmon. Et, sous réserve, la Maison des Femmes de Montreuil.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice Roch-Étienne Migliorino a écrit un livre : *Infirmier en milieu carcéral : accompagner, soigner, réinsérer.*



Du 4 au 29 janvier

Beauvais (60)

La guerre d'Espagne : contre l'oubli. Exposition 1930-1975. L'Espagne et ses républicains pour témoins. Centre culturel François Mitterrand. Exposition organisée conjointement par la médiathèque, les Éditions Tirésias ainsi que Ramón Pino et Wally Rosell (coordonnateurs des livres sur les *Affiches des combattants de la liberté*). Conférence-débat le 18 à 18 heures, animée par Véronique Olivares Salou et Michel Reynaud (des Éditions Tirésias), avec projection du film-documentaire *Je te donne ma parole* de Quino Gonzalez. Thématiques abordées : la guerre civile espagnole, la Retirada, l'accueil en France, la déportation des républicains espagnols dans les camps nazis, les femmes espagnoles, la libération et l'après-guerre. À la médiathèque du centre-ville de Beauvais 3, cours des Lettres. Entrée gratuite.

Du 14 au 19 février

Pau (64)

Journées libertaires. Exposition : « Crises du capitalisme, politiques antisociales et résistances populaires », faculté de lettres de Pau. www.cntaitaquitaine.lautre.net

Jeudi 20 janvier

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat avec Gérard Mordillat à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la FA. Dans la série télé *Les Vivants et les Morts* qu'il a réalisée à partir de son roman éponyme, des ouvriers s'attaquent à l'outil de travail. Dans *Notre part des ténèbres*, des ouvriers licenciés passent à l'offensive. Dans *Rouge dans la brume* (Calmann Lévy, janvier 2011), troisième tome de cette saga ouvrière, les ouvriers exportent leur lutte d'usine en usine. Roman fiction, documentaire, venez en discuter avec cet écrivain cinéaste engagé. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09 kropotkine02@no-log.org

Dimanche 23 janvier

Paris XIe

17 heures. Soirée de solidarité avec le SCALP-No Pasaran. Projection, infos et rencontre avec le groupe de Paris du réseau antifasciste, antisexiste et anticapitaliste No Pasaran. Musique avec RPG-7 (rock prolétario, Catalogne), Kiddam & the People (hip-hop, Paris banlieue), Brixton Cats (punk rock, Ménilmontant). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. PAF : 5 euros

Mardi 25 janvier

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Les prisons. Quatrième rencontre-débat : Vers l'abolition de la prison. 1981, abolition de la peine de mort. À quand l'abolition de la prison ? Présentation de Jacques Lesage de La Haye. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mercredi 26 janvier

Rennes (35)

20 heures. Le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste organise une réunion publique-débat avec Normand Baillargeon sur le thème « Les intellectuels et la lutte des classes ». Normand est professeur en sciences de l'éducation à l'université du Québec à Montréal (UQAM), essayiste, sceptique, militant libertaire. Il enseigne les fondements de l'éducation aux futurs enseignants québécois et est l'auteur de divers ouvrages dont *L'Ordre moins le pouvoir* et le *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, livre qui invite à l'éducation de la pensée critique. Salle de la Cité, 8 rue Saint-Louis, Métro Sainte-Anne.

Jeudi 3 février

Ivry-sur-Seine (94)

19 heures. Projection et débat : Comment la télévision récupère-t-elle la contestation pour la transformer en spectacle ? En quoi le formatage télévisuel crée-t-il une illusion d'objectivité ? *Le Vrai Journal* commenté et critiqué par Nicolas (monteur vidéo, adhérent d'Acrimed). À l'invitation du groupe libertaire d'Ivry de la Fédération anarchiste. Au Forum Léo Ferré, 11 rue Barbès (face au vieux moulin), Métro Pierre-Curie. Entrée libre.

Samedi 5 février

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial. Dans une société libertaire, quelle place pour les enfants ? À disposition, table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris XVIIIe

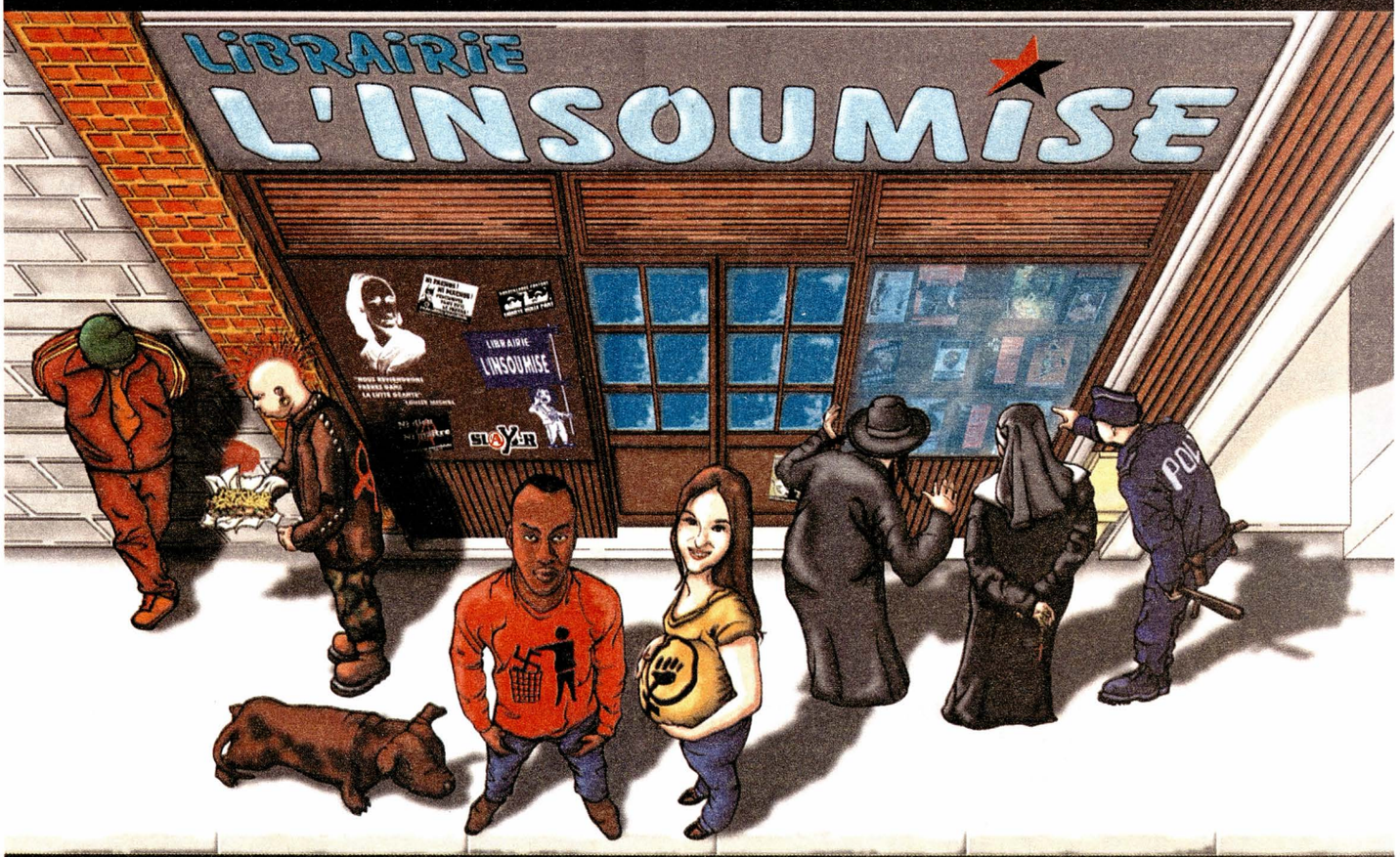
15 h 30. Lélio Plotton, de la Compagnie Lela, viendra nous lire des extraits de *La Jeunesse d'Adrien Zograffi*, de Panaït Istrati. Au-delà de l'aspect romanesque, c'est une véritable plongée dans la réalité d'une époque et d'un pays. Le livre sonde la vérité de son monde et celle-ci résonne encore aujourd'hui. La force de ce texte, s'il est entendu aujourd'hui, est de nous permettre d'y retrouver nombre de nos préoccupations actuelles : l'Europe des Balkans, l'immigration, la jeunesse, l'école et la formation, l'amitié, la faim et la misère, l'action sociale et la bureaucratie, la vie et la mort. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Métro Blanche ou Abbesses, Tél. : 01 42 23 32 18 — et sur le web : bibliotheque-larue. over-blog. com

Paris XIe

16 h 30. L'émission Chronique hebdo propose la diffusion du documentaire *France Telecom, malade à en mourir* (2010, 54 minutes) en présence de l'auteur Bernard Nicolas (causerie — débat avec les animateurs). Son enquête nous plonge dans l'univers impitoyable de l'entreprise, passée de 160 000 à 100 000 salariés en moins de quatre ans. Mise en place du plan Next avec pour objectifs et résultats des mutations arbitraires des départs forcés et des suicides en série. Ce film a été programmé sur Arte le 16 novembre dernier. Bernard Nicolas est l'invité de Chronique hebdo le jeudi 3 février à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, Métro Oberkampf, République, Filles-du-Calvaire.

Samedi 29 janvier 2010, à la Maison de l'Université

LA LIBRAIRIE LIBERTAIRE L'INSOUMISE FÊTE SES DIX ANS !



AU PROGRAMME :

Projection de *Nosotros del Bauen*, un film de Didier Zyserman sur le mouvement des entreprises récupérées et autogérées en Argentine (à 15h30),

Débats (à 18h00),

Bouffe (à 19h30),

Concert avec *Les Brigades de la basse-cour* (à 21h00, entrée à prix libre).

Maison de l'Université de Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime)

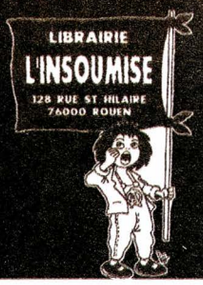
(arrêt Campus TEOR ligne 1 direction Mont-aux-Malades)

Librairie libertaire L'INSOUMISE

128 rue St-Hilaire 76000 Rouen

Ouverte les mercredi de 16h à 18h, vendredi de 17h à 19h et samedi de 14h à 18h

Contact : info-insoumise@no-log.org

Fédération anarchiste

ni dieu ni maître